

IRL

JOURNAL

D'EXPRESSION LIBERTAIRE

Février 80

6F

32



La crise... quel pied!

DOSSIER
ANTIMILITARISMES

ENCORE UNE RÉUNION POUR EXAMINER LA SANTÉ DE NOTRE CANARD.

La réunion a eu lieu les 12 et 13 janvier, mais il n'y a eu de discussion réelle que le samedi.

Etaient présents les collaborateurs lyonnais habituels ainsi qu'un copain de Montpellier.

Sans vous faire un graphique complet des finances, sachons qu'au 2 février 80, nous devons encore 4700 Frs à l'imprimerie. Notre sentiment à ce propos: « ce n'est pas catastrophique, avec un effort de tous, nous arriverons à combler le déficit des précédents numéros (cf IRL 29).

Actuellement, on compte 200 abonnements, dont 90 arrivent à leur terme (certains depuis longtemps déjà!). La diffusion, quant à elle s'est élargie, mais pas encore suffisamment. Nous cherchons toujours des ami(e)s d'IRL de la région ou de l'agglomération lyonnaise pouvant nous aider dans la diffusion, ainsi que dans d'autres villes.

De toute manière, nous avons décidé de maintenir la mensualité d'IRL, dans la mesure où nos efforts dans la fabrication, et les efforts de tous quant à la diffusion, continuent ou s'améliorent, permettant ainsi la parution d'IRL la première semaine de chaque mois.

Autre décision, celle d'améliorer la qualité graphique et de conserver le style de couverture du numéro 31, glaciée, et en deux couleurs. Le prix d'un numéro sera dorénavant de 6 Frs pour 36 pages.



Notes au sujet de l'article

« RFA » imprimeries sous presse
Nous ne saurions, certes, être comparés aux « autonomes » (parisiens ou autres), à la RAF, ou à certains « anarchistes », pour qui les velléités d'indépendance politique ne servent qu'à entretenir leurs illusions et à masquer leur dépendance, par le fait même qu'aux solutions des gouvernements et des flics, ils opposent leurs propres solutions tout en se situant sur le même terrain qu'eux.

Si nous évoquons ici schématiquement des idées et des expériences qui ont été développées, soit avec succès, soit avec échec, de certaines pratiques en Allemagne Fédérale, il ne tient qu'à vous d'en tirer les conséquences et les conclusions, et de (vous) prouver que l'information peut être une arme.

Ces informations ont été envoyées aux rédactions de divers journaux français (anarchistes entre autres) mais on attend toujours...

Joël - imprimeur

EXPRESSION LIBRE

messieurs les bergers
mon nom nominatif c'est le même pour les miens
mon nom qualitatif c'est Goegan le français
vous qui récupérez ma non violence profonde dans le droit
et ce que vous appelez l'ordre public
vous qui m'écoutez dans mes actions,
vous qui m'obligez aux crimes de « l'intérieur »,
je vous souhaite la mort.
Le cimetière des CRS, carabiniers est trop petit à mon image
ce sont vos moutons, vos bergers qu'il faut supprimer.
Moi Goegan le français, le nom pour tous les miens,
je reste en France
pas chassé, pas trouvé, dans ma clandestinité
on commence à vous faire regretter votre lâcheté
votre haine, votre désertion devant la liberté
opprimez si vous voulez.
Les Goegan sont partout, mais maintenant cachés ?
Puisque la seule action que vous nous laissez est la violence
répréhensible par vos médias.
Mauvaise chance.
JLH, non violent coincé par la liberté démocratique

PAOLO GOEGAN REN/CONTRE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Saisi d'une demande en annulation de l'arrêté d'expulsion pris à mon endroit en date du 2 avril 1979 par le ministre de l'Intérieur, le Tribunal Administratif de Lyon, qui siègeait jeudi 31 janvier, a mis le jugement en délibéré. La séance aura été marquée par un re/virement inopiné produit par le commissaire du gouvernement, qui, dans ses conclusions, a demandé, sur la même base juridique plaidée par Me J.J. Gay, l'annulation de l'arrêté d'expulsion.

Le mémoire « défensif » préparé par la Sous Direction du Contentieux et des Affaires Juridiques, pourtant, nous faisait connaître, juste quelques jours avant le procès que « Monsieur Goegan, militant anarchiste, a rédigé des articles dans la revue Informations Rassemblées à Lyon (IRL), dans lesquels il prône le meurtre des fonctionnaires de police et invite ses lecteurs à se mobiliser pour commettre des actes de violence ». Deux sont les « preuves » auxquelles le ministre de l'intérieur fait recours pour étayer ses accusations: d'abord, l'article « De l'antifascisme à l'antiinstitutionnalisme » publié dans IRL le 15 janvier 1979 contre le meeting de l'euro-droite... et au-delà; ensuite, « le démo-communisme (1) en crise de gouvernement », une analyse de la situation politique italienne, d'où les subordonnés du ministre de l'Intérieur extrapolent cette phrase: « il ne faut surtout pas oublier que pour les CRS ou les Carabiniers la seule place au sein de la communauté c'est le cimetière ».

Ces écrits, apparemment à l'origine de l'« affaire Goegan », qui ont offert depuis un an pré/textes d'interventions aux forces de la répression institutionnelle, laissent aux écrivains du ministère l'opportunité de se d'étendre sur ce qu'« est une manifestation d'opinion sans effet dommageable qui ne saurait en rien justifier une mesure d'expulsion ». Car c'est précisément là le fond de l'affaire qui me concerne et l'enjeu de la question qui nous touche tou(te)s sans distinction: la liberté d'expression sous toutes ses formes et pour tou(te)s. J'écris en cette journée du 2 février qu'on veut de mobilisation nationale contre l'interdiction de l'affichage libre que la loi du 29 décembre 1979 sanctionne de lourdes peines pécuniaires. Comment ne pas penser à d'autres initiatives répressives visant à frapper toute graffiti-expression par des déchéances soit-disant civiques (permis de conduire ou droit de vote, dont on se fout au demeurant) pour les citoyens de la république et arrêtant l'expulsion à l'encontre des étrangers.

« Je rappelle que l'expulsion d'un étranger peut-être envisagée lorsque la présence de celui-ci sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ». Après avoir affirmé que « dans le cas d'espèce la menace pour l'ordre public ressort, à l'évidence, des articles rédigés par monsieur Goegan », le ministre de l'Intérieur n'a pas de mal à qualifier d'« audacieuse » la pré/tension de l'étranger en question, auquel, en passant, il prend le luxe de « nullement contester le droit d'adhérer à la formation politique de son choix et d'y militer librement (!) ». Les limites?

« Toutefois, - s'empresse de se cautionner le ministre - monsieur Goegan, en rédigeant des articles, qui (lorsqu'ils ne sont pas appréciés par nos gouvernants ou ne dé/coulent expressément de leur production idéologique) sont de véritables appels à la violence et au meurtre (dans la mesure où il n'y a pas des sources locales de violence ou de troubles, il est évident que les causes d'agitation sociale viennent de l'...extérieur. Comme en Corse, d'après les déclarations, on ne saurait plus... implicite, du ministre de l'Intérieur face au public de la France-Inter), a nettement excédé ce qui peut être accepté de la part d'un ressortissant étranger résidant dans notre pays ».

Et le ministre d'ajouter: « Si un comportement politique n'est pas à lui seul de nature à justifier légalement l'expulsion d'un étranger, il peut entrer dans l'appréciation de la menace que représente pour l'ordre public la présence d'un étranger sur le territoire national et c'est sans erreur manifeste que le ministre de l'Intérieur a pu apprécier que, dans leur ensemble, les activités et le comportement d'un étranger constituaient une menace pour l'ordre public ».

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, a bon de s'arroger de n'avoir pas envisagé de procéder « pour l'instant » à l'exécution de l'arrêté d'expulsion, compte-tenu du fait que ce dernier était placé sous contrôle judiciaire, ce n'est pas à sa bonne volonté qu'est due ma présence actuelle sur le territoire de la république, dont l'ordre je suis censé avoir opiniâtrement troublé, mais à la mobilisation constante et assidue que le mouvement anti-autoritaire a su assurer, en s'identifiant dans l'action directe contre la répression des espaces de libertés et pour la revendication la plus ample des moyens d'expression.

En délibéré le jugement du tribunal administratif; en appel le jeudi 7 février: la décision de la 6ème chambre correctionnelle me condamnant le 13 novembre à trois mois avec sursis et à 2000 Frs d'amende pour délit de presse: l'affaire Goegan n'est pas finie et nécessite toujours du soutien de vous tou(te)s. Paolo Goegan - soyons en sûrs - rencontrera sans faute monsieur le ministre de l'intérieur ou, tout au moins, ses fidèles exécutants.

P.P GOEGAN

(1) Voir à ce propos la situation actuelle dans la péninsule et notamment la convergence de parlementaires qui assurent en ce début de février la conversion en loi du décret anti-terrorisme pris par le gouvernement le 15 décembre.

DEDE EN TAULE

(EXTRAITS DE CORRESPONDANCES D'UN COMPAGNON DE ROUTE D'I.R.L., OBJECTEUR INSOU MIS OP20, EMPRISONNE LORS DE L'ACTION SUR LA TOUR EIFFEL LE 31/12/1979)

Si on a décidé de passer quelques extraits de lettres que Dédé a écrites, c'est d'abord parce que beaucoup de copains qui le connaissent aimeront avoir de ses nouvelles et qu'il est difficile de faire circuler ses lettres, et ensuite parce que sa manière d'écrire nous paraît très chouette et pleine d'optimisme. Dédé a le moral, on aimerait le donner à ceux qui sont menacés d'emprisonnement et surtout on aimerait donner un peu de combativité à tous les copains et copines qui soutiennent le mouvement antimilitariste. Si tout le monde était aussi motivé que Dédé, nous sommes certains que l'armée en prendrait pleine la gueule.

COURRIER DU 4/1/80

Lundi matin, les gendarmes sont venus me chercher au commissariat, ils m'ont emmené à la caserne Duplex à Paris. Là, ils m'ont demandé si j'acceptais de porter l'uniforme, et sérieux avec ça. Ma réponse n'a pas dû leur plaire, car ils ne m'ont gardé que trois heures aux arrêts de rigueur, puis ils m'ont expédié à la prison de Fresnes via une courte visite chez le Juge d'Instruction du TPF de Paris : mister CUQ, dont je ne peux pas vous dire ce que je pense car j'aimerais bien que cette lettre vous arrive, ce qui est loin d'être évident.

J'ai passé les premiers deux jours avec un insoumis dans une cellule « d'accueil ». Dans le genre crado, je suis sûr qu'on peut faire encore mieux, mais il faut quand même se forcer. Hier après-midi, on m'a transféré dans le quartier des prisonniers militaires. Les cellules sont assez propres. Je suis au quatrième étage car je refuse de travailler (manquerait plus que ça). Nous sommes deux dans la cellule et nous nous entendons très bien.

En ce qui concerne la nourriture je m'y suis déjà habitué. Il y a la quantité mais pour la qualité, c'est comme pour CUQ, vaut mieux passer à autre chose. Le copain de cel-

lule est déserteur. Lui qui voulait être berger et vivre en pleine nature, il est plutôt mal servi. Mais néanmoins, il garde le moral. Le mien va très bien.

C'est sûr qu'une prison est encore plus laide qu'une caserne, et que ceux qui font la loi, dans l'une comme dans l'autre, sont très semblables.



LETTRE A UNE COPINE

LE 9/1/80

Je t'écris de Paris, enfin pres- que, de Fresnes plus exactement, où je me suis introduit dans la prison. Je compte y passer les mauvais jours à moins que les gendarmes ne retrouvent ma trace.

Je squatte une chambre dans le quartier des prisonniers militaires. Jamais ils ne penseront à venir me chercher là.

Il faut quand même que je te raconte comment tout a commencé.

Au départ nous étions une tren-

taine à être venus à Paris pour nous installer dans la Tour Eiffel. A quatre nous avons décidé de donner dans le confort, aussi sommes nous montés nous accrocher au-dessous du deuxième étage, à l'aide de cordes de rappel et de baudriers.

Nous aurions pu tenir un bon bout de temps là-haut, mais nous n'avions pas l'équipement nécessaire contre le froid.

Il faut dire que ce grand machin, il est plein de trous avec des courants d'air de tous les côtés. Pour rester dans de telles conditions, ce n'est pas quatre sacs à dos qu'il fallait pour l'équipement mais un semi-

remorque et une grue. Enfin on remettra ça à la belle saison.

En réalité nous ne savions même pas si nous arriverions à tenir plus de deux ou trois heures car les sangles des baudriers font mal assez rapidement. Jean-Yves et moi, nous sommes descendus vers minuit, alors que nous avions emménagé à 15 heures. Daniel et Georges ont décidé de passer la nuit là-haut et de ne descendre que le lendemain. C'est vraiment des coriaces, ces deux là.

L'objection collective ?

J'étais, samedi 19 janvier, au départ de la manifestation qui accompagnait les objecteurs et les insoumis jusqu'à la Porte de Clichy

Il s'agit de la marche sur la Hollande.

Il y avait bien 200 à 300 personnes. C'est pas la foule, bien sûr, mais c'était quand même sympa. Les journalistes de la télévision hollandaise se sont fait remarquer et ils ont interviewé l'un des marcheurs insoumis (Patrick Alain) qui leur a expliqué les buts et le pourquoi de cette marche sur la Hollande qui mettra douze jours pour arriver à la frontière belge, le premier février).

Les objecteurs se sont ensuite expliqués plus globalement dans une conférence de presse.

On peut retenir une phrase qui résume beaucoup de choses :

Mais c'est une arme par destination !

« La France, qui pollue déjà le Rhin avec ses sels de potasse, va maintenant rejeter les déchets de son libéralisme avancé sur l'Europe du Nord ».

On y a parlé aussi du très fumeux juge Cuq qui refuse les libertés provisoires et de son caractère légendaire. Il est droit Cuq, raide ; il connaît que la ligne droite, la ligne militaire, la ligne Maginot !

Bon, je me gare, j'en étais à la conférence de presse. On y a parlé aussi de la transgression 128, vous savez, cette loi qui interdit à tout (e) citoyen (ne) honnête d'héberger ou de nourrir un insoumis (ça doit sûrement être pareil pour un déserteur). Et bien, c'est passible de plusieurs centaines de milliers de centimes d'amendes (hou là) et même d'un an de prison (hou là là). Et bien, mille personnes, souvent des personnalités mêmes (je vois pas bien la différence mais il paraît qu'il y en a pour les flics) ont déjà transgressé cet article 128 du code pénal expliqué plus haut. Alors si vous n'avez pas encore signé la transgression et que vous êtes une grosse personnalité (faut que ça ait du poids dans la balance, vous comprenez, c'est pour la justice !).

Et bien faites-le sans plus attendre ; ça pourra toujours aider les copains ou ça fouttra tout le monde en taule mais alors il faudra se serrer ou ouvrir quelques stades. Si vous n'êtes rien, ~~allez-vous coucher~~ vous pouvez quand même bien sûr participer à cette transgression, c'est même conseillé et demandé et vice-versa.

Pour ce qui est de la marche sur la Hollande, et bien, avant de la monter, ils nous ont distribué des papelards où c'est expliqué pourquoi ils nous quittent. En voici en gros le contenu, il se divise en 5 parties :

Non à l'arbitraire de la commission juridictionnelle (CJ)

350 objecteurs OP20 n'ont pu obtenir leur statut qui leur a été refusé par la CJ. Depuis novembre 1978, la CJ, chargée de juger « la sincérité des objecteurs » (et oui !) refuse les demandes présentées par lettre identiques (demande OP20 - Objection Collective).

Non à l'incohérence de l'armée. Non à la justice militaire.

Le Conseil d'Etat (CE) suprême instance juridique à qui les objecteurs OP20 ont fait recours a déjà cassé 10 refus de la CJ et il en ira de même pour les autres recours, le CE ayant refusé globalement les arguments qui motivent les refus de la CJ.

Mais la procédure est longue et coûteuse et les imprisonnés risquent de rester en prison jusqu'à ce que le CE traite leur dossier individuellement.

C'est une affaire administrative et bureaucratique dont on ne peut fixer exactement les délais.

Un seul a eu cette chance jusqu'à maintenant (Laurent Sublet). Un autre (Jean-Luc Fraisy), après un mois et demi de détention, a été libéré par la Chambre de contrôle de l'instruction qui a estimé, contre l'avis du juge que sa détention « n'était pas nécessaire pour la manifestation de la vérité et pour le maintien de l'ordre public ».

Les autres qui sont en prison n'ont pas eu ce privilège alors qu'ils sont pourtant dans le même cas.

(Il faut préciser que Jean-Luc Fraisy a été libéré tout de suite après l'occupation de l'ambassade du Belgique).

Non aux restrictions des libertés

La demande d'asile politique à la Hollande veut mettre en évidence la situation de hors la loi dans laquelle le gouvernement place les objecteurs.

La restriction des libertés faite aux objecteurs n'est pas le premier symptôme d'un durcissement général, il le confirme après les mesures de réflexion concernant les collages d'affiches, les radios libres, les réfugiés politiques, les paysans du Larzac, les travailleurs immigrés, etc.

Non à la guerre ! Non à toutes les armées !

La troisième guerre mondiale n'est pas une fatalité mais il ne faut surtout pas conter sur le sang froid et la sagesse de nos dirigeants pour l'éviter. Nous devons tous lutter contre la militarisation à tous les niveaux et contre la psychose de la guerre, entretenue dans le but d'accroître la répression contre toute forme de dissidence.

Un dernier point

De nombreuses manifestations et actions seront organisées.

L'armée n'aime pas la publicité faite autour de ses actes de répression.

Pour l'instant encore, elle préfère agir dans l'ombre : lors de l'occupation de l'ambassade de Belgique à Paris, aucun des insoumis ne fut arrêté. Depuis, un à un, nos camarades se sont retrouvés derrière les barreaux...

Un large soutien est donc nécessaire pour éviter les arrestations.

A PROPOS DU DOSSIER NOIR sur la Commission Juridictionnelle (C.J.)

L'antimilitarisme ne se résume pas uniquement à une lutte contre l'armée pour son affaiblissement et sa suppression. La lutte contre le service national est de ce point de vue encore plus limitée et peut apparaître ambiguë. Une armée de métier pouvant résulter de cette revendication si elle se restreint à la simple abolition de la conscription obligatoire (1).

Si les objecteurs antimilitaristes en font en ce moment leur terrain de lutte c'est pour deux raisons principales:

- d'abord pour résister à la vague de répression dirigée contre l'objection collective et qui vise à réprimer le mouvement d'objection-insoumission à sa source: l'obtention du statut.

- ensuite parce que, à la différence de la lutte contre la militarisation qui prend des formes nombreuses et diffuses, la lutte contre le service national permet de lutter sur un terrain qui touche l'ensemble des appelés et auquel les réfractaires à l'armée sont confrontés obligatoirement.

Faire une demande de statut constitue pour certains un compromis inacceptable, une soumission. L'intention de l'armée et du gouvernement est de gérer une objection qui ne soit que une version « civique » de l'embrigadement militaire. Les affectations autoritaires, l'utilisation du contingent dans des tâches tels que le nettoyage des marées noires, le remplacement des travailleurs en grève pour briser celles-ci (éboueurs, PTT, aiguilleurs du ciel), présagent des projets sur la chose. Certains objecteurs, voulant faire dans le service civil un terrain d'expérience de défense non-violente (sans d'ailleurs se poser avant la question de ce que nous avons à défendre: la Patrie ? les usines Dassault ? ou bien notre liberté, notre manière de vivre) s'engagent ainsi sur une voie qui ne remet en cause ni le patriotisme, ni l'embrigadement de nos vies par l'Etat.

Mais il ne faut pas confondre la reconnaissance légale du statut d'objecteur avec notre manière de refuser l'embrigadement du S.N.

Quel que soit notre choix (objection, insoumission « totale »), nous devons à un moment ou à un autre, pour éviter une marginalisation dans la clandestinité résoudre notre situation « juridique » devant certaines juridictions: Commission de réforme, TPFA, Tribunal Correctionnel.

Le pouvoir cherche à criminaliser notre contestation pour permettre à la justice de cautionner la répression policière et militaire. Vis-à-vis de cela le mouvement d'objecteur a lutté pour obtenir des acquis. Ces acquis n'ont pas pour but de réformer le service national mais d'éviter une lutte défensive et une liberté d'expression toujours menacée (l'insoumission clandestine fait peser constamment la menace d'arrestation et de la taule, elle rend très difficile une intervention publique antimilitariste, encore plus les actions directes publiques).

C'est pour ces raisons que nous pensons qu'il est nécessaire de concrétiser les luttes et les rapports de force établis, par l'abrogation des dispositions législatives et réglementaires légalisant la répression de la désobéissance (2).

Les acquis des luttes passées sur le terrain de l'objection sont:

- la loi sur le statut de 1963
- la comparution devant des tribunaux civils et

non plus militaires depuis 1971

- la jurisprudence peu répressive de ces tribunaux à l'encontre des objecteurs insoumis poursuivis devant ces tribunaux (400 procès environ sur 4000 insoumis)

- l'obtention collective du statut par les demandes OP 20, rendant caduques les restrictions des motivations examinées par une commission juridictionnelle, pratiquement inféodée au ministère de la défense et au gouvernement.

C'est ce dernier acquis que tente actuellement de remettre en cause la commission juridictionnelle par des décisions de refus non motivées qui, associées au caractère non suspensif des recours en conseil d'état, permettent à l'armée d'arrêter légalement, jusqu'à l'issue de ce recours, les insoumis OP 20.

Les trois principales causes qui font actuellement de l'objection collective une cible privilégiée du pouvoir sont à notre avis:

- l'échec relatif de la répression des objecteurs-insoumis par les poursuites devant les tribunaux correctionnels.

- l'augmentation subite du nombre de demandes collectives en 1978.

- l'autoritarisme et les restrictions de libertés qui touchent en ce moment de nombreux secteurs (loi sur l'immigration répression des radios libres, interdiction de l'affichage, chacun peut y rajouter sa liste).

Si cet acquis qui repose sur la jurisprudence du conseil d'état est remis en cause c'est justement parce que la lutte n'a pas été menée au départ de l'objection collective (1971-1973) jusqu'à l'abolition de la juridiction administrative chargée d'entériner la légalité des refus de statut.

La loi sur l'objection de 1963, reconduite en 1971, prévoit un arsenal répressif très imposant. Concernant l'obtention du statut, elle met en place trois types de restrictions:

- Interdiction de divulguer la loi art.150).

- Restrictions aux seules motivations philosophiques et religieuses; une commission juridictionnelle est chargée d'examiner la sincérité et le caractère conforme à

la loi des demandes (jugement d'opinion et arbitraire total de décision).

- Délais de demande ultra-courts (un mois dans vie).

C'est sur ce deuxième point que porte la lutte des OP20. en envoyant une lettre stéréotypé à propos de laquelle le conseil d'état a abouti la commission juridictionnelle de tous les motifs de refus qu'elle a avancés jusqu'à présent contre les objecteurs.

La C.J. n'a pas trouvé pour l'instant de motif nouveau pour refuser le statut aux 350 objecteurs en cause.

Notre lutte du moment a des objectifs immédiats: la libération des objecteurs emprisonnés et l'obtention du statut (objectif défensif) et des objectifs plus offensifs pour obtenir le droit à l'objection pour tout motif et à tout moment (3).

Pour obtenir le droit à l'objection pour tout motif nous devons passer par l'abolition de la commission juridictionnelle .

Toutes les actions spectaculaires ou de popularisation effectuées sont faites dans ce sens.

- 1) C'est pour cela que le GARM n'a pas l'intention de limiter son action et son soutien aux objecteurs mais de mener une lutte par divers moyens contre l'armée et la militarisation; des problèmes de délais font que nous ne pouvons les exposer dans ce numéro d'IRL, nous le ferons dans le prochain. En attendant, le débat peut s'engager là-dessus.
- 2) Le droit étant le résultat plus ou moins direct des rapports de force précédemment établis, nous pensons que la position des « légalistes » comme celle de ceux qui refusent de lutter sur ce terrain, nous privent de forces dans notre lutte contre la militarisation.
- 3) Le droit à l'objection à tout moment, revendiqué par de nombreux renvoyeurs de livrets militaires, concerne l'abolition de l'article L 45.

Pour populariser notre lutte pour l'abolition de la commission juridictionnelle nous avons constitué un « dossier noir ».

Il a fallu beaucoup de courage, mais aussi de vice, car il en faut pour aller fuir dans le journal officiel et autres paperasseries, tels de vieux rats de bibliothèque. Les militants aigris que nous sommes sont allés glaner dans sa prose rebutante quelques uns des éléments qui ont servi à constituer ce dossier... noir.

Des conditions de travail moyen-âgeuses (machine à écrire en panne, bureau non chauffé dans une sous-pente pleine de courants d'airs, travail effectué le soir à la lueur d'une bougie grasse; le local étant prêté par des antinucléaires,) font qu'il est nécessaire de lire la page 38 avant la page 37; en fait cela ne fait qu'ajouter du piment à une lecture déjà en soi passionnante. Mais, fi de ces précautions petites-bourgeoises, venons-en au contenu/ :

En bons élèves peu inventifs et studieux, nous avons commencé dans un ordre (saperlipopette, calembredaine! quel mot désagréable) chronologique : la loi de 1963 qui, entre autres dispositions répressives institue la C.J. ; Durant les débats parlementaires on verra DEBRE, VI-VIEN, faire preuve de toute leur éloquente voyauterie pour transformer le projet de loi du comité de secours aux objecteurs en règlement interne de maison de correction, pieuse de surcroît. « L'homme à l'entonnoir » connaissait déjà à l'époque le discours sur les irresponsables et autres dévoyés qui menacent la FRANCE, qui faute de ne plus aller de DUNKERQUE à TAMANRASSET, va encore de FRESNES aux BAUMETTES.

C'est bien d'une volonté délibérée de réprimer l'objection, en particulier « politique », qui a guidé les gaulistes au pouvoir en 63. L'intérêt des débats parlementaires est de nous montrer que, sans leur plus bel autoritarisme ne se sont cachés derrière aucun prétexte dérobé. C'est ce même discours qui revient dans la bouche de l'actuel sinistre de la démence.

Nous avons ensuite analysé les principes de fonctionnement de la C.J. Commission administrative chargée d'une répression « réglementaire » concernat des droits de caractère civil, la C.J. ne respecte aucun des droits fondamentaux de la défense / : les débats sont non-publics et non contradictoires, il n'y a pas de double degré de juridiction (pas de possibilité d'appel devant un autre tribunal) elle n'est pas obligée de motiver ses décisions, le ministre de la défense a un pouvoir discrétionnaire sur les demandes. Le seul recours possible est le recours en conseil d'Etat. (L'appel au ministre dépend du bon vouloir du ministre). Ce recours n'est pas suspensif d'incorporation militaire, et pénalise ainsi une des parties. En plus il est coûteux (il y a bien l'aide judiciaire mais elle ralonge encore les délais de décision) et compliqué (un objecteur isolé a beaucoup de mal à s'y retrouver).

En définitive, un refus de la C.J. plonge la malheureuse victime (touchant n'est-ce pas) dans un véritable engrenage juridico-militaro-carcéral dont la durée peut

atteindre plusieurs années. (ça c'était pour les gens pas encore convaincus qu'il faut s'organiser, tu vas prendre ta carte ou j'te declave la mouille ! !).

Et pour finir cette brillante analyse, nous avons étudié de près, statistique à l'appui, la pratique de la C.J. / : d'une moralité qui ne fait pas de doute. De 1963 à 1970, les objecteurs ne dépassent pas la centaine par an, la C.J. refuse surtout les statuts pour irrespect des délais de la demande (en termes châtiés : forclusion) cette clause étant d'ailleurs utilisable pour rejeter des demandes jugées non « philosophiques ou religieuses » par les philosophes en kepis et chapeau mou (la C.J. est composée de : trois officiers nommés par le ministre de la défense, trois « personnalités » nommées par le premier ministre, et un magistrat nommé par le ministre de la Justice, histoire de lui donner malgré tout, un air « juridique »). La C.J. n'a pas reprimé que les politiques, certains de ces derniers sont même passés à travers alors que les « religieux » ayant timidement esquissé une mince critique de certains aspects mineurs de notre système social n'ont pas été loupés par les membres de cette étronnesque commission. La meilleure preuve du caractère arbitraire de la C.J. est encore le cas de trois objecteurs ayant effectué une demande identique (autre que l'OP20) : la C.J. a dans une même séance accordé le statut à deux d'entre eux et rejeté la demande du troisième parce que trop politique. Celui-ci attendra un an que le conseil d'état casse la décision de la C.J. et que celle-ci lui accorde le statut ; du refus du statut à un médecin ne voulant pas soigner des militaires pour qu'ils retournent se faire déglinguer (motivations jugées trop professionnelles) au refus de convictions jugées « morales et non philosophiques », à une incarcération « préventive » et totalement illégale avant l'examen de la demande par la C.J., celle-ci a fait du zèle dans une tâche déjà uniquement répressive. Pour ceux, leur naïveté étonnera, qui ne sont pas convaincus après cela du classement de la C.J. au rang des « nuisibles administratifs au service de l'anti-autoritarisme », ils s'apercevront sans gros efforts cérébraux que la C.J. a augmenté le nombre et le pourcentage des refus à chaque fois que le nombre des demandes augmentait. Ces périodes de répression accrue sont aussi, et pas bizarrement du tout, liées à des décisions gouvernementales de répression des objecteurs (décret de Brégançon en 1972 / : déclaration de Bourges à l'assemblée nationale précédent de quelques jours les refus de statut aux OP20).

Bref, la C.J. accumule et sans ses appuis en haut lieu elle aurait un casier chargé (vivement le « grand soir »); en y réfléchissant bien, demander sa suppression c'est vraiment gentil en regard de tous ceux qu'elle a envoyé en taule, parfois pour de simples raisons d'humeur. Etant par principe des adversaires farouches de la peine de mort, nous avons dû nous résigner à renoncer à la réclamation.

Nous le savons, le prix de 5 FRANCS est cher pour de nombreuses bourses, mais le paiement en mensualités est prévu. Rappelons enfin que ce dossier est luxueux et lâchement illustré par des emprunts à des illustrateurs connus et, c'est important, FRANÇAIS depuis plusieurs générations.

Un dernier conseil / : GAFFE AUX SHTARS-bœufs, SHMIDIS, COGNE, CONDES FLICS ET AUTRES GARDIENS DE LA PAIX. !!!! (faites aussi attention aux argousins, pandores, poulets et matons).

*Crapuleusement je vous salue
Paul Edmond DEVENUS*

*Commander le dossier noir 5F/ex au :
G.A.R.M.c/o CEP - B.P. 6 St. Jean 69245 Lyon cedex 1
CCP Pierre Yves AUBERT 4923 58 V Lyon.*

J'ai même rencontré des insoumis heureux



Depuis déjà 4 ans, le groupe insoumission (GI) cohabite avec IRL et le collectif libertaire dans le local du 13 rue Pierre Blanc. Il fait, en quelque sorte, un peu partie de notre (mon) univers. Je les vois quelques fois, le lundi soir quand je suis occupé au montage d'IRL et qu'ils participent à leur réunion. Ils viennent dire bonjour et échanger quelques mots. Cet été on a même joué au foot ensemble, tous les vendredis soirs.

Et puis un jour, pendant un quelconque débat, alors qu'ils tenaient un banc de presse antimilitariste, j'ai pu échanger quelques propos avec deux d'entre eux. Ils m'ont parlé de leurs problèmes, leurs joies, leurs espoirs... C'est de ce jour que je garde au plus profond de mon cœur... l'envie de les interviewer pour IRL !

Le GI, c'est quelque chose d'un peu « mythique » sur Lyon. Quand ils descendent de leur « Croix Rousse d'adoption », comme ils l'appellent, ça s'entend ! On les a vu cent fois à l'ouvrage, se battre, se faire arrêter, couper une émission régionale à la télé, « accompagner » des insoumis à la gendarmerie, tenir pendant des jours en plein centre de Lyon des « permanences »... et tout cela avec plein de monde pour les aider.

Et d'un coup, plus rien ! Du moins plus rien de public, de retentissant. Pourtant, ils continuent de se réunir, de vivre ensemble, de s'engueuler...

Alors, j'ai décidé d'ouvrir le micro et de les laisser parler, n'intervenant que très rarement. Ce qu'ils vont dire, au niveau des objecteurs par exemple, je ne le partage pas tout à fait. Et d'autres personnes à IRL itou ! Leur cynisme vis-à-vis des objos (mais peut-être qu'ils en ont bavé pendant longtemps, et tous seuls, contres les autres) paraîtra dur à certaines âmes sensibles et pourra choquer pas mal ! Tant pis ! Pardonnez leur car ils ne savent... Mais si, ils le savent très bien ! Une prochaine fois nous irons voir les objecteurs.

Lundi 7 janvier 1980 20h30

Je me pointe à la réunion du GI. Une trentaine de garçons et de filles, tous et toutes très détendus, souriants, balançant des vanes... Trop de monde pour moi. Mais j'essaie de me rattacher aux visages que je connais déjà. Ouff, ça va, je ne serai pas trop dépaycé !

La réunion est déjà commencée quand un type se pointe, jeune, propre sur lui, avec des cheveux pas trop longs, un attaché-case, et demande à voir le responsable du groupe. Sourire de la copine à qui était adressée la demande. Puis il se présente : il est dans une école d'attaché de presse et vient faire une enquête sur l'insoumission. Et de deux ! Pour le GI, c'est la consécration !

La réunion se termine, l'attaché, avec un air détaché, pose ses questions sur le même ton qu'il aurait employé pour interviewer le gouverneur militaire de la Vème région. Fin de sa prestation, la moitié des gens se barrent et moi je rentre en scène. Je branche le magnéto et...

Histoire de GI

IRL : pouvez-vous faire à nos lecteurs un bref historique du GI ?

Eric : Le groupe insoumission est né en 1975. Quelques personnes se sont réunies, après l'affaire qui avait entouré le soutien à Gérard Nollet, Michel Albin, Jacques Bessias et deux autres insoumis. C'est une affaire qui avait remué beaucoup de monde et qui avait réuni des anciens du GARM (1) des personnes de l'ancien groupe insoumission totale, des objecteurs, des gens du CLO (2), etc... On avait réussi à faire pas mal de bruit mais on s'était aperçu qu'il était très difficile de soutenir des insoumis avec leurs revendications, leurs attitudes spécifiques... en réunissant des antimilitaristes d'horizons les plus divers. Alors les quelques personnes bien axées sur l'insoumission se sont réunies et ont dit « il faut faire quelque chose ». C'est comme ça qu'on a créé le groupe insoumission.. sur aucune autre base.

IRL : et il n'y avait rien d'autre, à cette époque, à Lyon ?

Eric : Le GIT (3) était mort depuis à peu près un an. Il s'était auto-dissous ; il y a un article dans (Libé) qui est paru un an après pour en expliquer les raisons.

IRL : C'était la grande période du GARM ?

Eric : Non, c'était la fin du GARM.

Bruno : Le GARM a fini à peu près en 1973, à partir du moment où les insoumis ont quitté les réunions. Les insoumis ont « foutu le bordel » dans le GARM et en même temps naissait le GIT, en 72.

.....
Bruno : Et pendant une année, le GARM et le GIT ont coexisté sur Lyon, plus ou moins pacifiquement (hihi !). Mais vu les divergences, un certain nombre d'insoumis a préféré travailler avec le GARM, ce qui a provoqué une prise de conscience de certains éléments du GARM, ce qui les a amené à se dissoudre. Ils se sont rendus compte que, effectivement, vu leurs activités, leurs manières de vivre n'était plus tellement compatible avec une certaine forme de critique de la société, et le GIT a continué de bosser sur Lyon avant de se dissoudre et de s'expatrier en partie sur Paris.

IRL : Et quelles étaient vos « fonctions », au début ?

Christian : Au départ, on s'était regroupé, un peu pour sortir du soutien tel qu'on l'avait pratiqué pour Gérard Nollet et les 5 qui étaient en taule à ce moment et qui étaient en grève de la faim. Le GI avait été créé au départ pour élargir un peu le champ d'insoumission ; c'est à-dire s'attaquer aussi à ce que l'on peut appeler l'insoumission civile. Ce qui n'a d'ailleurs jamais été fait (sourires desabusés !).

Pascale : Ah non ! Ça a été fait... mais ponctuellement !

Eric : D'ailleurs, pour les premières réunions, ce qui choquait les gens du CLO et les autres antimilitaristes, les futurs gens de la FEDO, par exemple (parce que les premières réunions avaient lieu rue Mercière) (4), c'est

qu'on discutait autant du soutien aux copains qui avaient des emmerdes au point de vue de la drogue, ou des histoires de fugues. On n'était peut-être pas très actif mais on en discutait autant que de l'antimilitarisme. Alors que les autres (gens du CLO et de la future FEDO) c'était strict : STRICT ARMY, quoi ! C'était l'époque où on était pris pour des rigolos !

IRL : Ça a changé ?

Chœur : On est toujours pris pour des rigolos !

Pascale : Mais nous revendiquons notre situation de rigolos !

Eric : Maintenant nous sommes crédibles en tant que rigolos !

Frédérique : Nous avons un bon statut !

...

IRL : Il y a eu une période florissante, au début du GI, jusqu'à il y a un an à peu près, où il y avait beaucoup d'actions, beaucoup d'éclats et puis maintenant, j'ai l'impression qu'il y a un tassement.

Frédérique : Mais non ! ?

IRL : C'est mon impression ; mais je voudrais d'abord que vous expliquiez ce que vous avez fait à cette époque... florissante (quelques secondes de silence. Rires) où il y avait beaucoup de choses qui se passaient au niveau du GI.

Bruno et Pascale : Il a raison, c'est vrai, c'est absolument...

Eric : C'est qu'on a failli suivre le même chemin que beaucoup de groupes d'insoumis, que les anciens du GIT : c'est-à-dire se lancer vers une série d'actions de plus en plus dures, et on a ramassé un tas de procès. Et à un moment, arrivé à plus de 100 inculpations, on a commencé à souffler.

Christian : L'instant où ça a démarré le plus activement pour le GI c'était pour le soutien à Eric Schaal. C'est là où on a fait la plupart des actions, style FR3 (5)... et les divergences sont apparues au moment du choix de l'attitude qu'on prendrait vis-à-vis des procès qu'on avait. C'est-à-dire que, entre les gens qui voulaient y aller, les gens qui voulaient faire des tribunes publiques, ceux qui disaient de ne pas y aller et de tout refuser en bloc et ceux qui disaient d'intervenir ailleurs pendant les procès... on n'a pas réussi à avoir une attitude collective. Alors que les actions avaient été faites collectivement, on n'a pas su répondre aux retombées collectivement.

...

Pascale : Une petite synthèse de tout ça ! Le GI a effectivement fait beaucoup parler de lui, par ses actions et le soutien aux copains qui étaient en taule. Ça a été de gros soutiens parce que souvent, il y avait 30 personnes pour ces actions. On a parlé vachement du GI et puis, petit à petit, les procès sont tombés... Les gens ont commencé à se remettre en cause par rapport aux amendes, aux peines avec ou sans sursis... Il y en a beaucoup qui

ont décroché à ce moment-là et même nous, à notre niveau on s'est retrouvé coincés. Ne pas systématiquement faire quelque chose de populaire où on se faisait prendre, parce que le fait de se faire prendre c'était une manière de populariser encore plus, à ce moment-là, l'action proprement dite, car de cette manière il y avait un procès où l'on pouvait encore en parler... Si on fait une action incognito, on en parle plus ou moins dans les médias et après on n'en parle plus. Maintenant, on en est à se mettre en question, essayer de réfléchir à d'autres moyens d'action, pour d'une part soutenir les copains, d'autre part pour affirmer notre lutte au niveau de l'insoumission, civile et militaire... Et depuis un an, tous les procès sont tombés et on parle effectivement moins du GI.

Jean-Luc : Parce qu'ils sont tombés sur les mêmes personnes. Tous les gens se sont ramassés 3 ou 4 procès et ça ne se renouvelle pas... Il n'y a personne derrière pour repartir, refaire des actions...

IRL : C'est un peu de la fatigue, alors ?

Pascale : C'est un peu de la fatigue... Et puis il y a le fait que beaucoup d'insoumis, des gens qui peuplaient le GI, sont tombés depuis l'été. Ce sont des gens qui ne peuvent plus participer à des actions en public si ce n'est par le biais de se faire arrêter... Et comme ce n'est pas toujours leur choix ça fait des gens en moins pour les actions, les gros trucs... Il faut qu'on trouve d'autres moyens pour affirmer notre lutte. A moins de se retrouver tous avec des contraintes par corps, de la taule...

...

Bruno : Je voudrais un peu revenir sur la question. Il y a deux éléments. Le premier, c'est qu'à cause de la publicité qu'on avait obtenu, on nous a pris pour des professionnels du soutien. C'est-à-dire que d'un peu partout, les gens venaient pour se faire arrêter à Lyon parce qu'ils savaient qu'il y avait un groupe actif.

IRL : C'était une assurance-vie !

Bruno : C'était une assurance-insoumission. Et dans les 15 jours ou les 3 mois, ils sortaient de prison parce que, autour d'eux, il y avait des gens qui se battaient. Le malheur, ou le bonheur, c'est que ces gens là, une fois qu'ils étaient sortis de taule, on ne les a jamais revus et que ça nous a obligé, ça nous a contraint à nous poser le problème de ce qu'était le soutien. Est-ce qu'on soutient n'importe qui et à n'importe quel prix ?

L'autre élément c'est que, si au départ le groupe se rassemblait sur une idée et sur un but antimilitariste et un soutien inconditionnel aux insoumis, au fur et à mesure que les gens se frottaient aux autorités à l'extérieur,

je crois qu'est né aussi le besoin de se regarder un petit peu, qui on était collectivement et essayer de trouver d'autres possibilités d'expression de l'insoumission qu'on avait dans la tête. Et ça ne se fait pas uniquement publiquement.

Il y a tout un travail d'élaboration, tout un travail de réflexion qui est peut-être plus ou moins fumeux, qui est peut-être idéologiquement pas très net ou pas précis du tout mais qui a des échappées à travers d'autres lieux ou d'autres groupes ou à travers des essais de propositions collectives qu'on essaye d'avoir entre nous. Et ça c'est un boulot interne et qui effectivement ne concerne pas l'extérieur. Du moins dans sa forme publique...

Et je pense qu'on se dirige à l'heure actuelle vers ça, vu le peu de changement à l'intérieur du groupe.

IRL : Que va devenir le GI ?

Bruno : De toute façon, ça dépend des gens qui viennent. Le GI est à l'image des gens qui sont ici.

IRL : Et c'est quoi, l'image ?

Frédérique : Ben, t'as qu'à nous regarder ! (rires).

Bruno : L'image, c'est une coexistence plus ou moins facile, ou facilité, d'anciens, de gens qui, vis-à-vis de l'armée, ne sont absolument pas concernés juridiquement. Mais chacun a, dans sa tête ou dans ses réflexions, quelque chose à voir avec l'armée ou avec la hiérarchie.

Christian : Moi, je voudrais revenir un peu sur le travail actuel. On a proposé un congrès national à Lyon où on a essayé de contacter la plupart des gens qu'on connaissait et qui travaillent sur l'insoumission dans les différentes régions, dans le but d'essayer de faire circuler l'information plus nationalement (6). Ça nous a demandé pas mal d'énergie pour un résultat qui est meilleur que toutes les autres tentatives qui ont été faites dans ce domaine... Et maintenant on s'oriente essentiellement vers une présence aux TPGA, au niveau de la justice militaire, tout ça en essayant de le lier à ce qui peut se faire dans d'autres régions militaires, plus que sur un soutien nominal.

Eric : On a participé aussi à une semaine culturelle... (rires)... antimilitariste (extrapolation sur le mot « culturel »).

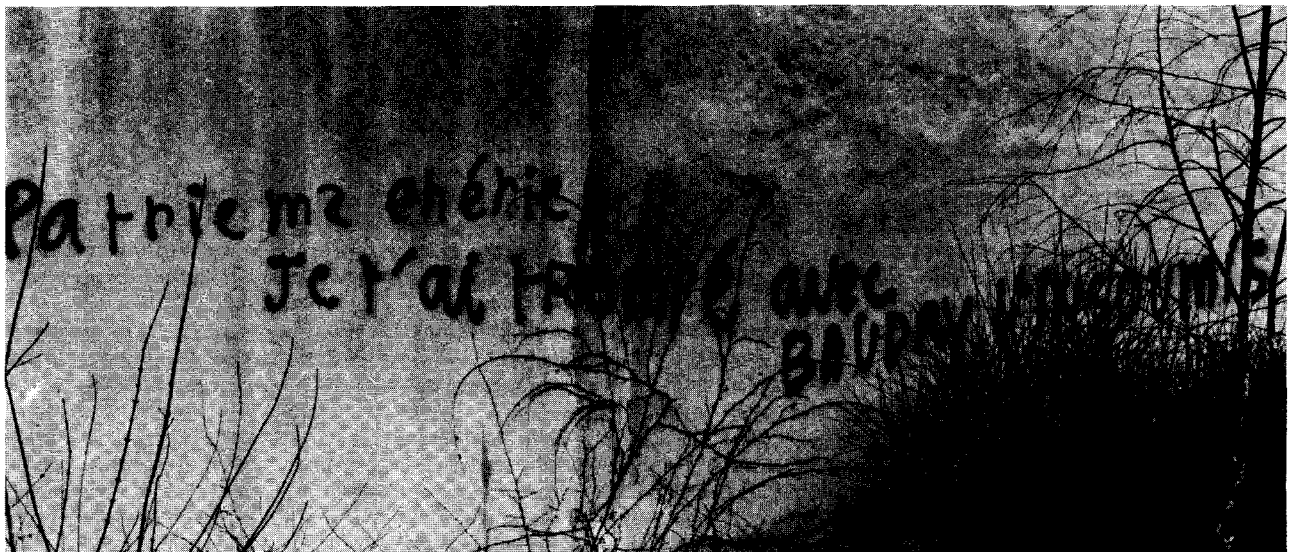
Bruno : Puis, de toutes façon je pense qu'on n'est pas à l'abri du reflux qui existe dans tous les groupes et dans tous les mouvements. On attend les présidentielles ! (rire).

IRL : Vous pensez à un candidat ?

Eric : On hiberne !...

Bruno : Rocard... Rocard !

.....



Le GI et les OP20

IRL : Et par rapport aux OP20, vous avez...

Bruno : Là, vraiment, arrête !... Beuark !

Pascale : On dégoûille...

Isabelle : C'est pas malin, ça va être marqué maintenant !

IRL : Oui, ça va être...

Pascale : Et on va se faire casser la gueule par les OP20 !

Christian : Au niveau de l'OP20, on n'a pas de position qui soit collective au sein du GI. Individuellement, il y a des gens qui pensent que tout ce qui se passe avec les OP20, les problèmes qu'ils ont avec la justice, finalement portent un coup au mouvement de l'insoumission, dans la mesure où leur lutte est essentiellement revendicative. C'est-à-dire que le jour où on leur accordera des ... miettes...

Eric : Une amélioration...

Pascale : Leur statut...

Christian : ... ce jour-là l'insoumission totale sera complètement criminalisée et il y aura un statut honnête qui les satisfera...

Pascale : A partir du moment où il y aura un statut politique, le gouvernement pourra dire « bien voilà, vous avez autre chose puisque vous n'êtes pas d'accord pour faire l'armée ». Les insoumis totaux seront alors complètement criminalisés... En tout cas, ils prendront des baffes dans la gueule et ils morfleront sûrement plus, au niveau des procès et tout...

Christian : Au niveau de ce qu'il se passe à l'intérieur des OP20, il y a aussi divers courants : ce n'est pas un jugement global...

IRL : Je continue de penser que tout ceci est une question de tactique, avec des buts identiques : l'abolition de l'armée. Tous les copains que je connais et qui font une demande de statut (d'objecteur), c'est pour lutter contre l'armée, que ça va mieux de demander un statut.

Jean-Luc : Une fois qu'ils seront satisfaits, ils auront encore moins de raisons de venir ici.

Eric : Je ne pense pas que la différence idéologique entre les OP20 et les insoumis soit très importante. Je pense aussi que la répression s'augmente pour eux et, c'est peut-être dur pour eux, ça fera peut-être plus parler des insoumis en général. C'est un fait que ces gens-là, on ne les a jamais vu avant, ou alors très individuellement ; on ne les a jamais vu prendre une position nette et précise par rapport aux copains qui étaient en taule. Pour eux c'étaient des gens qui jouaient aux héros, aux martyrs, c'était des cinglés, des névrosés, on en a entendu de toutes les couleurs. Enfin, c'était des gens aussi qui allaient se reposer 2 ans dans les prisons et pas faire autre chose... et bien maintenant c'est bien fait que ça leur tombe sur la gueule !

Chœur : Oh ! (désapprobation ou surprise ?).

Eric : Je dis ça très nettement : c'est bien fait. Et c'est vrai qu'ils ne viendront pas nous trouver, ces gens-là pour nous demander comment ça se passe... Ils ont calculé sur une répression qui irait en s'amenuisant alors que c'est le contraire. Je suis moins dur que vous... mais sur ce fait-là, c'est bien fait pour leur gueule. Entendre ce qu'ils ont dit pendant des années sur l'insoumission. (Eric, d'un naturel habituellement calme et posé, a pris ce qu'on appelle communément « les boules »).

Gérard : Je voudrais revenir sur le plan tactique. Il y a une différence tactique, c'est vrai. Mais je crois qu'il y a une plus grande différence. Je crois que les OP20 qui se réunissent, c'est beaucoup plus le mouvement dans sa ponctualité. C'est quand même une assez grande différence avec le GI.

IRL : Je ne suis pas d'accord avec toi ! Par exemple, sur Lyon, le CLO c'est dissous pour se transformer en GARM. C'est donc que ces gens-là avaient envie de se battre contre la militarisation et pas seulement pour un statut d'objecteurs.

Nanou : Avec le CLO, le GARM maintenant, on a fait pas mal de trucs. Et on en refera pas mal dans la mesure où on se retrouve avec eux et qu'on essaie de balancer le collectif anti-TPFA. Pour la démarche qu'ils ont (CLO, GARM) il est sûr qu'on a un certain nombre de points en commun, mais si tu prends les OP20 dans la démarche nationale... il y a différentes tendances...

Jean-Luc : Les OP20, on ne peut pas en parler en tant que tels, ils ne sont pas homogènes du tout. Moi, j'en connais qui sont au MAN.

IRL : C'est vrai, il n'y a qu'à voir les engueulades au sein du comité de soutien...

Pascale : Rien que le fait de démentir l'action du virus OP20, sa montre bien les divergences qu'il y a entre les OP20 (7).

Gérard : Je ne me reconnais pas spécialement dans ce truc-là à cause de cet aspect. Ce sont des gens qui se réunissent parce qu'ils sont OP20... Et après, ils se séparent. Alors que j'essens une plus grande homogénéité quand je viens ici.

IRL : Mais il y a des gens qui sont partis du GI aussi ! Ils sont venus se faire défendre puis ils se sont barrés.

Pascale : La force du GI, et c'est aussi sa faiblesse c'est que l'essentiel des gens, on tourne quand même à au moins 20 personnes par réunions et beaucoup plus quand des gens se font arrêter, vivent !!! Un peu pareil, un peu sur les mêmes bases. Ils vivent, ou ont vécu ensemble, ce sont des gens qui ont un lien affectif entre eux...

Eric : Ils s'aiment !... (hihi).

Pascale : Qui s'aiment ! Nous sommes tous de grands enfants qui nous aimons !

Gérard : Même quand ils ne s'aiment pas, c'est encore preuve de leur amour.

Pascale : Et, à la différence d'autres groupes, notre lutte est vachement liée à notre vie. On peut être plus fort à des moments et aussi beaucoup plus faible, parce que, étant donné ces liens affectifs, soit ça nous casse, soit ça donne au GI un certain potentiel : le fait d'être 30 personnes à une action ou d'être 50 à une réunion parce que un copain s'est fait arrêter.

Christian : En fait, les actions que font les OP20 sont un peu du style de celles qu'on a pu faire à un certain moment et qu'on a remis en question. Et les gens qui composent le GI n'ont plus envie de faire des actions publiques et d'offrir au pouvoir la capacité...

Pascale : Le plaisir...

Christian : Le plaisir de nous enfermer. Et c'est vrai qu'on peut difficilement se retrouver sur le même terrain d'action avec les OP20 maintenant. Et de toute façon, étant honnête, on n'a pas trouvé pour le moment d'autres terrains d'action.

Nanou : Je rejoins pas mal de gens ici et j'ai vraiment l'impression que les OP20 se battent par rapport à un truc et, à partir du moment où le pouvoir cédera... ou ne cédera pas...

Soit il cédera et, à ce moment, je crois qu'il va y avoir un repli, ça va retomber... Soit il ne cède pas et le mouvement s'émiettera aussi parce qu'ils morfleront d'un coup, et, à ce moment-là les gens deviendront de plus en plus radicaux...

Pascale : Et à ce moment, on les retrouvera !

Nanou : C'est un peu comme l'histoire de Fabre (8). On a fait tout un laïus autours. On monte un truc, Fabre est libéré et paf plus rien !

IRL : Je pense qu'il y a une différence entre Fabre et ceux qui sont en taule maintenant et qui n'ont pas le même soutien politique qu'a pu avoir Fabre.

Bruno : A l'heure actuelle le mouvement OP20 a les mêmes composantes qu'avant. Tu as 5 ou 6 individus qui ne se renouvellent plus et qui se dépatouillent parce qu'ils prennent sur leur temps et sur leur connaissance, qu'ils ont accumulé ou qu'ils ont acquis volontairement. Et, à côté de ça, tu en as une masse qui attend que ça se règle, comptant les points ou sentant le vent venir pour savoir si on ne va pas se barrer en Suisse. Et c'est à peu près tout !

Et c'est toujours partout pareil. Sauf que dans un mouvement d'insoumission, c'est tout le monde qui monte à la barricade et il n'y a pas de gens qui traînent derrière. C'est un choix fondamentale !

Eric : (Chantant) « dans la troupe, y'a pas d'jambe de bois ! ».

Bruno : L'objection de conscience, il ya 6 ou 7 ans, à Paris, c'était pareil. Tu avais un noyau d'objecteurs qui tournaient autours de l'impasse Poppincourt ; c'était toujours les 10-15 mêmes personnes qui se battaient tu en retrouve encore un certain nombre aujourd'hui mais autours de ça, alors qu'il y a des centaines d'objecteurs de conscience qui attendaient que ça se passe.

Ces gens, tu ne les voyais JAMAIS ! Tu ne les voyais que le jour où ils étaient confrontés avec une petite note de service leur demandant de se présenter à la caserne.

Eric : C'est pareil sur Lyon. Il y a plus d'une centaine d'abonnés au journal OBJECTION (9)... Et combien on a l'habitude d'en voir, combien on en connaît ?...

Bruno : Actuellement, je n'ai pas envie de me battre pour des gens que je ne connais pas. Je me bats AVEC des gens que je connais, je ne me bats pas POUR des gens. Je me bats pour moi, d'abord... Et avec des gens que j'aime...

Christian : Puis c'est vrai que le fait de demander son statut d'objecteur et de s'insoumettre à son affectation civile a pu correspondre à une démarche qui était « intéressante » pendant un certain temps... C'est-à-dire que les gens n'étaient pas poursuivis. Et, au moment où ILS ont effectivement mis des procès pour des gens qui s'étaient insoumis à leur affectation civile, ILS ont dû se rendre compte que c'était énorme. Alors le moyen, c'était de refuser de donner les statuts, pour pousser à l'insoumission.

L'attaché de presse : Mais, il s'agit de lutter ou de s'échapper ?

Pascale : C'est justement ça le problème. Si tous les gens se battaient, on serait peut-être plus avancé ! C'est un peu comme la réforme. Si tous les antimilitaristes s'insoumettaient il y aurait un potentiel... beaucoup plus élevé... Mais le problème à l'heure actuelle, c'est que les 3/4 des gens, soit se sont réformés, soit demandent un statut d'objecteur auquel ils s'insoumettent ou non... Ils magouillent, c'est leur démerde individuelle mais il ne font que fouttre des bâtons dans les roues de ceux qui se battent réellement.

.....

Pascale : Il y a un autre problème par rapport à l'insoumission, c'est la taule, la répression. Effectivement, certains s'engagent à l'insoumission sans bien réfléchir à ce problème. Et c'est vrai qu'il ne faut pas partir avec l'idée que tu vas faire peut-être moins de taule parce qu'il y a des copains qui vont te soutenir. Il faut que tu partes avec l'idée que tu vas faire tes 2 ans de taule et il y a aussi un certain nombre de gens qui fléchissent et qui choisissent l'objection pour quelques fois continuer à lutter au sein d'un groupe comme l'insoumission. Mais ils ne se sentaient pas suffisamment fort à ce moment-là pour s'engager dans l'insoumission, qui est quand même se radicaliser « à vie », dans la mesure où, après, tu as un casier judiciaire, tu risque de faire de la taule... T'es plus un citoyen comme les autres...

Frédérique : Au dessus de tout soupçon !...

.....

Le G.I. et la clandestinité



Christian : Ce n'est pas la taule qui stimule le mouvement. Moi j'aurais envie qu'on réfléchisse au moyen d'y échapper...

IRL : Mais que reste-t-il ? La clandestinité ? Est-ce qu'il est valable de rester clandestins comme eux ?

(Je montre AVIS DE RECHERCHE, journal fait par le GSI) (10).

Pascale : C'est un choix de lutte.

Bruno : Enfin, on n'a jamais pu en discuter avec eux (hihi).

C'est.. clandestin.

IRL : Si le GI refuse de donner une assurance à ceux qui vont s'insoumettre, est-ce que ça ne les pousse pas à rechercher la clandestinité ?

Pascale : Mais c'est peut-être une solution... C'est un choix...

IRL : La clandestinité, c'est bien beau pendant quelques temps !

Pascale : C'est sûr que c'est une solution individuelle !

Christian : Le fait que, au niveau de l'insoumission tu as des groupes clandestins qui sont à Paris depuis 1976, ce n'est pas un hasard non plus. Actuellement, le GRIT à Paris et le GSI qui édite le journal AVIS DE RECHERCHE, sont pratiquement les deux groupes qui font le plus parler d'eux, qui sont les plus actifs... Et ils sont clandestins.

IRL : Il suffit de trois personnes pour poser un pétard, et même moi, tout seul, ce soir, je peux aller en poser un !

Pascale : Le tout c'est d'avoir une crédibilité, une ouverture au niveau des médias. On l'a au niveau de la clandestinité, on peut l'avoir autrement.

Christian : Ce n'est pas le choix que nous avons fait au niveau du GI. Ça paraît évident. Mais j'ai vraiment l'impression qu'on est obligé de tenir compte de cette donnée et de l'inclure dans notre lutte et dans la façon dont on aura aussi de présenter les choses. (rires, flottement) On ne peut pas nier l'existence de ces groupes. Et en plus ils apparaissent à Paris où le contexte social est différent. Peut-être que s'il y avait à Paris un groupe comme le GI qui se réunissait publiquement, il y aurait déjà 2 ou 3 bombes de posées.

Pascale : La répression-fascisme à Lyon est vraiment différente. C'est pourquoi ils ont été obligé de rentrer plus ou moins dans une semi ou une clandestinité totale. A Lyon on n'a jamais eu les fachos qui sont venus nous attendre à la sortie de la réunion ; à Paris, ils les ont ! C'est pour cela que l'attitude qu'on a à Lyon, c'est un truc très particulier en rapport avec le contexte de la ville. On serait les mêmes à Paris ou dans une petite ville paumée, on aurait peut-être pas du tout la même vision.

Bruno : En fait on ne s'est jamais posé la question. Le GARM avait des actions publiques et revendiquait publi-

quement. Au contraire, c'était sa force. Et les gens qui sont à la base du GI, ou du GIT, ayant connu plus ou moins le GARM ont tout de suite continué sur la lancée sans se poser le problème de la clandestinité.

..... : Oui, mais il ya a des insoumis qui ont peur de plonger...

Christian : Je trouve que ces deux formes de lutte ne sont pas incompatibles. Et si on prend « AVIS DE RECHERCHE » qui est un canard d'information vraiment nécessaire au niveau de l'insoumission et qui fait un boulot énorme... Sans des structures semi-clandestines, c'est pas pensable...

Bruno : C'est sûr que si ce journal n'était pas clandestin, il ne sortirait pas ; il se serait fait casser les reins.

Pascale : Il y a une commission rogatoire contre eux, je crois.

IRL : Une librairie est poursuivie pour avoir diffusé le canard.

.....

IRL : Vous écriviez à une époque dans IRL. Plus maintenant ! Pourquoi ?

Blandine : C'est pas vrai ! Dans le dernier IRL, trois personnes du GI ont écrit des articles.

IRL : Oui, mais pas particulièrement antimilitaristes !

Blandine : Nous ne sommes pas que des antimilitaristes !

.....

Le GI et les années 80

IRL : Une dernière question bateau. Le GI et les années 80 ?

Chœur : hihhi (rires)

Pascale : Bien sombres pour moi !

Gérard : Intensifier notre lutte !

XXX : Rouges !

Pascale : Il faudra prendre des décisions rapides et sûres !

Christian : On va être un peu coincés !

Chœur : (rires).

Pascale : Attention, c'est un insoumis qui parle.

Gérard : C'est bientôt la 3ème génération !

.....

IRL : Plus rien à dire ?

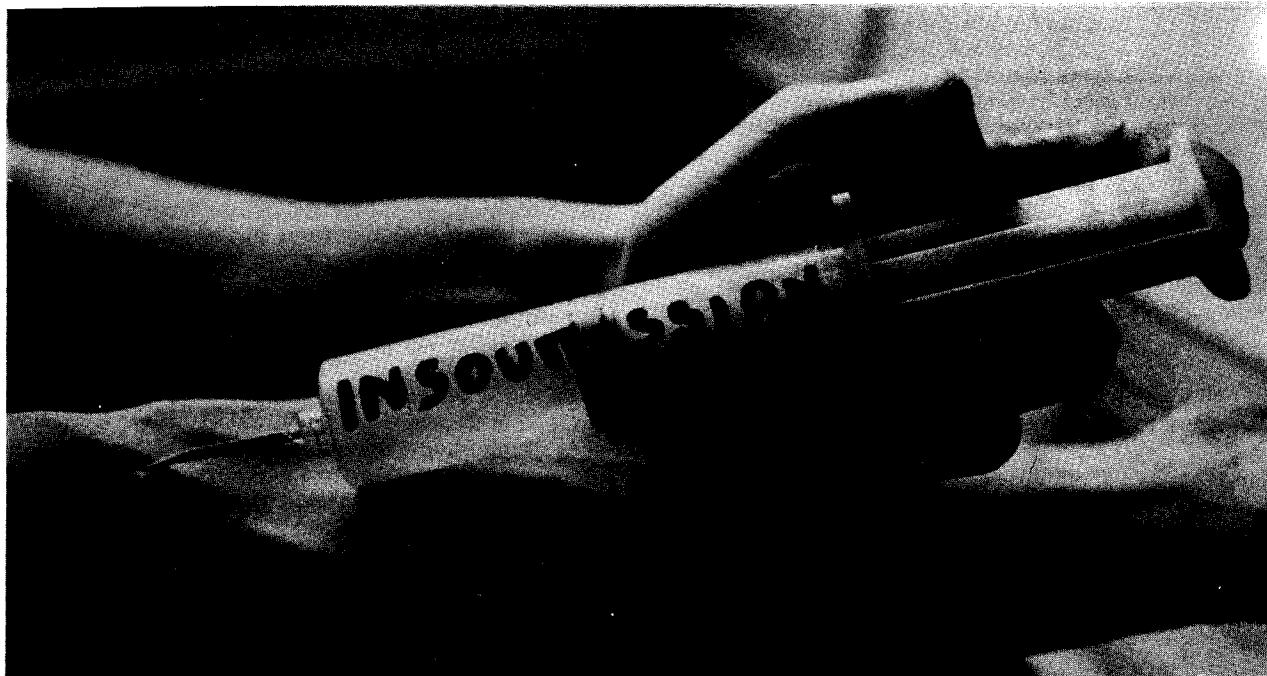
Chœur : Les années 80, c'est SINISTRE !

CLIC.

Barthélémy (no) SINGER

By courtesy of GI's

conseiller ès-GI : Gérard



Ps : C'est sûr qu'on aurait pu poser plein d'autres questions, étudier plus à fond le pourquoi de leur insoumission, les motivations des filles qui sont au GI et qui ne font, croyez-moi, pas de figuration. Et bien tout ça, NIB !

Domage mais on ne peut pas tout prévoir. De toute façon, écrivez-leur :

GI c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

NOTES

(1) **GARM**: Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation. Le premier GARM a eu à son actif l'occupation de la base militaire du Mont Verdun, près de Lyon, base réputée inaccessible, et d'autres actions d'éclat du même genre. Un deuxième GARM a été créé il y a un an par des militants du CLO Lyon

(2) **CLO**: Comité de Lutte des Objecteurs. Editent le journal *Objection* (9).

(3) **GIT**: Groupe Insoumission Totale.

(4) **FEDO** rue mercière: la rue mercière est le siège du MAN, Mouvement pour une Alternative Non-violente. La Fedo, Fédération des Objecteurs regroupe les objecteurs du Man qui trouvaient le CLO trop politique. La Fedo est pour un service civile « utile ».

(5) **FR3**: en août 77 pendant les actualités régionales Rhône-Alpes, des militants du GI sont venus causer dans la télé. FR3 a préféré couper les émissions.

(6) Le congrès des insoumis a eu lieu en septembre 79.

(7) **Virus OP 20**: A Lyon, dans le quartier de la guilloitière puis à Paris, des inconnus ont déposé dans les boi-

res à lettres un document « officiel » avertissant qu'on avait trouvé dans l'eau des traces d'un virus OP 20.

OP 20, du nom de l'opération qui réunit une vingtaine d'objecteurs qui décidèrent d'envoyer un texte similaire pour demander leur statut d'objecteur. Depuis ce temps, beaucoup de futurs objecteurs en ont fait de même, avec plus ou moins de succès. Mais depuis 10 mois, la commission juridictionnelle refuse toute demande de cette forme.

(8) **Fabre**: Citoyen français et secrétaire du parti radical italien, Fabre a été arrêté pour insoumission. Après une grande mobilisation des media, Fabre a été réformé et relâché. Même les radicaux de gauche l'ont soutenu!

(9) **Objection**: Après avoir été fait à Toulouse, puis Lyon *Objection*, journal des CLO, se trouve au Mans. adresse: *Objection* BP 177- 72004 Le Mans Cedex.

(10) **GSI**, avis de recherche: Groupe de Soutien aux Insoumis édite un petit bulletin « avis de Recherche ». Il parle des insoumis en taule et aussi de leurs geôliers. Ca ne plait pas à tout le monde, alors ils sont poursuivis.

Pour indication écrire à : GSI 320 rue St Martin 75003 Paris.

GUIDE DE L'OBJECTEUR, C.L.O. 4 F + 2 F de port

OBJECTEURS EN LUTTE CONTRE LA MILITARISATION, C.L.O. 6 F + 4 F de port, ces deux brochures sont disponibles dans les C.L.O. et au journal *OBJECTION*

LE NOUVEAU GUIDE DU MILITANT, Denis Langlois - Éd. du Seuil, collection Points n° 71 - 1979

LES DROITS DES DÉTENUS - LES DROITS DE LA DÉFENSE William Ziwie (petite collection Maspéro n° 215) 1979

LE DROIT DU SOLDAT, M.A.J. (Petite collection Maspéro) 1975, épuisé

LA JUSTICE MILITAIRE, CE QU'IL FAUT SAVOIR, (en cours de réédition)

LES JUGES KAKIS, Mireille Debard et Jean-Luc Hennig - Éd. Moreau 1977

LES DOSSIERS NOIRS DE LA JUSTICE, Denis Langlois Éd. du Seuil

LES DOSSIERS NOIRS DE LA POLICE, Denis Langlois Éd. du Seuil

DÉLINQUANCE ET ORDRE, Actes (Petite collection Maspéro n° 213) 1977

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, Syndicat de la Magistrature - Éd. Stock

DES JUGES CROQUENT LA JUSTICE, Syndicat de la Magistrature (Petite collection Maspéro n° 216) 1978

Dossier DÉFENSE COLLECTIVE, FédO (5 F) Juin 78

Dossier RENVOI DE LIVRETS MILITAIRES, Coordination Juridique c/o O. Vial BP 44 - 74 300 Cluses

Revue ACTES, M.A.J. 1 rue des Fossés St Jacques 75 005 Paris :

- n° 13/14 sur les Prisons - 20 F;
- Supplément au n° 12 : **L'ENGRENAGE** ou comment la doctrine de sécurité devient une arme contre la Liberté - 6 F + port;
- n° 17 bis. Législation et pratiques d'exception en Europe - 20 F;

ALTERNATIVES NON-VIOLENTES, 3 rue Dumenge 69 004 Lyon :

- n° 22 : Police, Justice, Prisons - 5 F
- n° 29/30 : Objection de conscience - 10 F
- n° 34 : Désobéissance Civile - 10 F

DÉSObÉISSANCES CIVILE ET LUTTES AUTONOMES, Éd. Alternatives et Parallèles n° 5 - 2ème trimestre 78 - 28 F

Disponibles au **Journal Officiel**, 26 rue Desaix 75 732 Paris cédex 15 :

- Code du Service National (15 F)
- Règlement de Discipline Générale des Armées (0,50 F)
- Organisation Générale de la Défense (ordonnances de 59)

Éditions **Dalloz** :

- Code Pénal
- Code de Procédure Pénale et Code de Justice Militaire

BIBLIO

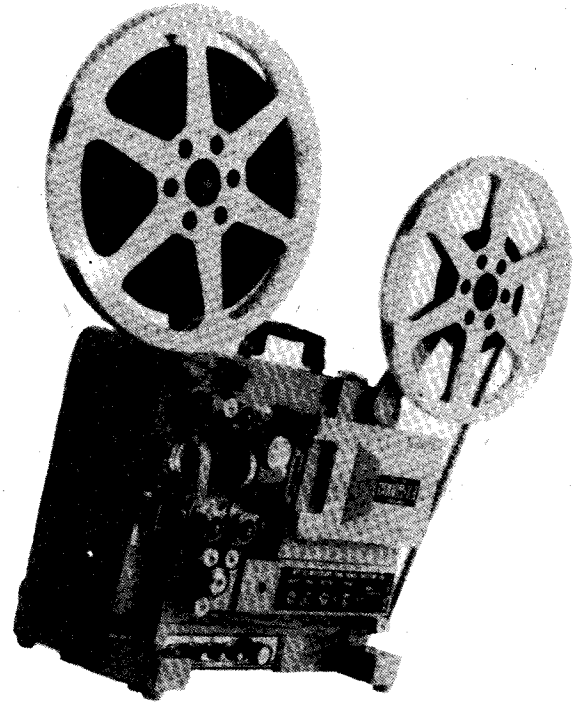
Festival du film anar

COPENHAGUE/AARHUS -24/31 août

Une grande première. Le premier festival international du film anarchiste. A l'initiative de camarades danois. Un Danemark méconnu, oublié - petit bout de terre et d'eaux aux limites de la Scandinavie. Un petit pays dont les rapports d'Amnesty International affirment qu'il est l'Etat au monde où les droits de l'homme sont les plus scrupuleusement respectés. Gouverné depuis des années par un régime social démocrate très libéral. Un pays étranger à toute tradition anarchiste, où tous les conflits sociaux se règlent en douceur, à travers un réseau étroit d'organismes, d'institutions, de syndicats, étroitement liés à l'appareil gouvernemental. Une autre sensibilité ; une dilution extrême des oppositions ; des antagonismes.

Il existe au Danemark deux organisations libertaires : l'AFID (fédération Anarchiste Danoise) et l'ASO (Organisation Anarcho-syndicaliste) ; groupusculaire. Mais l'initiative du festival revient à d'autres individus ; inorganisés. Elle vient directement d'Espagne ; de Barcelone. De la découverte passionnée du mouvement libertaire espagnol par une poignée d'individus. Attirés par la reconstruction de la CNT ; fascinés par l'histoire du « pays de l'anarchie ».

Ce qui explique en grande partie la programmation du festival, le grand nombre de films traitant de l'Espagne, et l'ouverture du festival par le film danois « *Anarkiets Land* » (le pays de l'anarchie) : somme de documents et d'interviews sur les réalisations anarchistes durant la révolution espagnole. Au total, 7 films sur l'Espagne : « *Anarkiets Land* » (Danemark) ; « *Guerrilleros* » (Espagne) sur les guerrillas qui ont suivi la victoire de Franco ; de 39 à 50 ; « *Un pueblo en armas* » (Espagne) film sur les anarchistes dans la guerre d'Espagne qui, malheureusement, n'a pu être projeté en raison du vol de la première partie, pendant la traduction ; « *El frente* » (France) sur Durruti ; « *1ero de Mayo* » et « *Mitin de Montjuich* » (Espagne) sur la manifestation du 1er mai 77 à Barcelone et sur le meeting du 1er juillet 77, toujours à Barcelone : « *Acracia* » (France) sur les débats



au sein du mouvement libertaire depuis la reconstruction de la CNT et la mort de Franco. Donc une majorité de films sur le mouvement espagnol. Désir de faire connaître une histoire, de divulguer des faits, méconnus, ignorés au Danemark. Objectif apparemment atteint si l'on en juge par l'intérêt manifesté par le public lors des débats qui suivaient chaque projection.

Puis les autres films : « *Amnestia* » (Mexique) les prisonniers politiques au Mexique ; « *Le noir printemps des jours* » (France) un film du collectif Grain de Sable, réalisé par Serge Poljinski et Sandra Zadeh autour de la marche des paysans du Larzac et sur la nécessité de « l'unité entre les fronts paysan et ouvrier » ; « *Christiania* » (Danemark) l'histoire et les problèmes de la « cité libre » de Christiania ; caserne militaire de Copenhague occupée depuis le début des années 70. « *Fried shoes, cooked*

FORMULAIRE D' ABONNEMENT :

NOMPRENOM.....
 ADRESSE.....CODE POSTAL.....VILLE.....
 Tarif pour 10 numéros : 60 balles (ou plus). Formulaire à envoyer à :
 IRL - 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON -
 TRES IMPORTANT : nouveau CCP - Libellez les chèques à IRL CCP 4 150 95 N LYON

diamonds » (Italie) sur les leaders de la contre-culture américaine : Allen Ginsberg, Timothy Leary, Ann Valdman, Gregory Corso, Peter Orlovsky, William Burroughs ; enfin, selon l'avis général, les deux meilleurs films du festival : « *Sao Pedro da Cova* » et « *Deu, Patria, Autoridad* » du portugais Rui Simoes.

« *Deu, Patria, Autoridad* » est le premier long métrage de Rui Simoes. Un immense succès au Portugal puisqu'il a été vu par plus d'un million de spectateurs. Plus de 40 copies dans le monde entier. Le film retrace l'histoire du Portugal de la république en 1910 aux lendemains du coup d'état du 25 avril 74. Un film clair, précis, incisif, réalisé en pleine période révolutionnaire et destiné au public ouvrier et paysan. Le second film « *Sao Pedro da Cova* » est en fait composé de 3 films réalisés pour la télévision portugaise. Il retrace l'histoire récente du village de Sao Pedro da Cova, à la demande des habitants de ce village, selon un scénario établi par eux-mêmes. Il est l'expression de la mémoire collective et des exigences de la population face à la modération du gouvernement issu de la révolution. Un film très beau, surprenant par la détermination et la clairvoyance de ses « acteurs ».

Il faudrait sans doute parler plus longuement de chacun des films. Notamment du film français « *Le noir printemps des jours* ». Film projeté un peu par erreur (quiproquo au sujet de l'expression : noir printemps ? puisque ses réalisateurs n'ont pas grand chose de libertaire ; le film a été principalement financé par une souscription auprès des Unions Locales et des Comités d'entreprise liés à la CFDT. Le film tend à mythifier l'unité ouvrier-paysan à Millau et rempli plutôt un rôle propagandiste, reprenant les slogans syndicaux et gauchistes (« Unité Ouvrier-Paysan », « L'armée au peuple ») refuse une approche plus polémique en ne soufflant mot des contradictions entre un mouvement de soutien aux paysans sur des bases anti-militaristes et la simple défense de l'outil de travail (« Vivre, travailler, décider au Pays ») voire de la propriété privée. Un film cependant intéressant pour un public danois peu informé sur cette lutte et les moyens d'action employés par les paysans.

C'est sans doute là que se trouve, pour les organisateurs danois, l'intérêt d'un tel festival. Il s'agissait de faire connaître au public de Copenhague et d'Aarhus l'existence à travers le monde de mouvements libertaires, anarchistes, agissant avec (Espagne) ou sans (France, Portugal...) étiquette spécifique pour un changement de société dans lequel même la social-démocratie danoise, si libérale, doit laisser des plumes puis disparaître. A ce public danois ignorant de toute une partie de l'histoire du socialisme européen il fallait montrer l'existence, ailleurs (et ici, au Danemark, groupusculairement) d'individus qui

d'une manière ou d'une autre construisent une alternative libertaire. Avec une moyenne de 50 entrées payantes par soirée l'objectif est atteint. 50 entrées qui au Danemark n'ont pas le caractère dérisoire qu'elles pourraient avoir ici.

Mais le bilan pour le mouvement international ne peut s'arrêter là. Le festival avait ses insuffisances. Par sa programmation. Insuffisances sans doute liées à la difficulté (ou l'impossibilité) de définir ce qu'est un film anarchiste. S'agit-il d'un film qui traite de l'histoire ou du présent du mouvement anarchiste ? S'agit-il plutôt d'un film qui dégage une sensibilité anti-autoritaire, une approche des faits dénouée de tout dogmatisme et ce quel que soit le sujet ? Doit-il proposer une / des perspective / s précise / s ou doit-il se contenter de relater ? Le propagandisme, le triomphalisme, sont-ils compatibles avec une démarche libertaire ? L'utilisation du spectaculaire, la manipulation de l'émotivité qui sont les fondements du cinéma dominant, « hollywoodien » comme « de gauche » peuvent-ils y trouver leur place ? Autant de questions, et il y en a bien d'autres, qui ne peuvent manquer de se poser aux « cinéastes libertaires ». Questions qui doivent rapidement faire l'objet de discussions et d'échange d'expériences. Par là sans doute le festival a péché. Il n'y avait que très peu de réalisateurs ; raison de disponibilité, de finance, et les débats publics se sont déroulés d'une manière générale hors de ces problèmes. D'autre part on peut regretter l'absence de tout film allemand, anglais, américain, italien (sur l'Italie) et, pour ne citer que quelques films français qui auraient mérités de figurer : « *La Cécilia* » de J. L. Comolli, « *L'an 01* » de Gébé et Doillon, les films d'Armand Gatti... et d'autres.

Il n'en demeure pas moins que ce festival constitue une expérience de 1er ordre. Il crée un précédent et, de par ses insuffisances, rend nécessaire l'organisation d'un second festival. Les camarades danois, pourtant relayés dans leur pays par un mouvement spécifique insignifiant ont su se donner les moyens matériels et techniques (au passage il faut souligner le travail des camarades libertaires du collectif cinématographique DOK FILM) pour organiser ce festival. Peut-être à nous de poursuivre...

VINCENT BIARNES

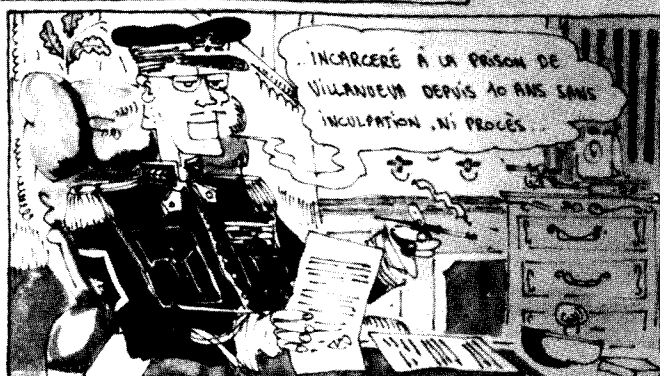
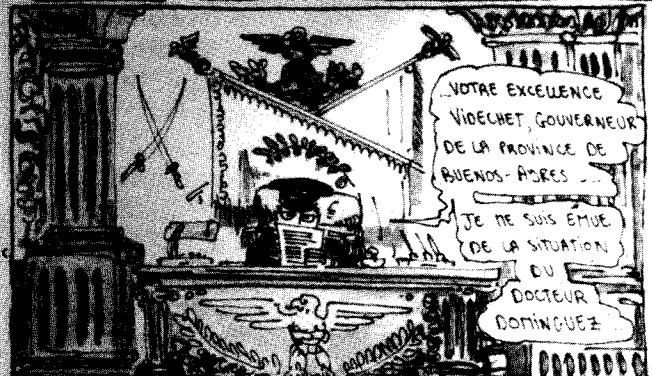
Note

Pour plus de renseignement sur chacun de ces films, et notamment le moyen de les obtenir, s'adresser à :

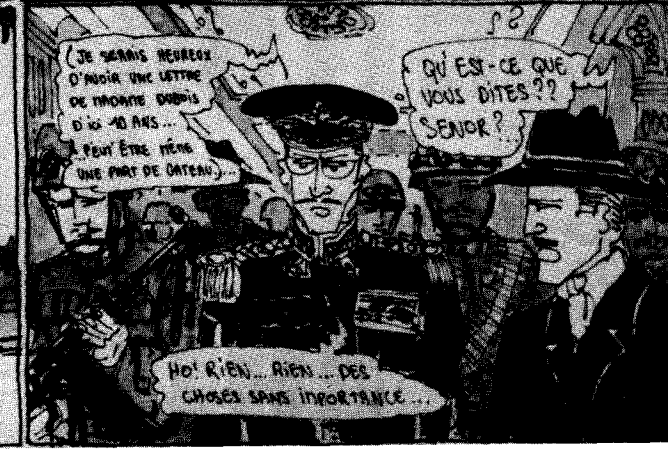
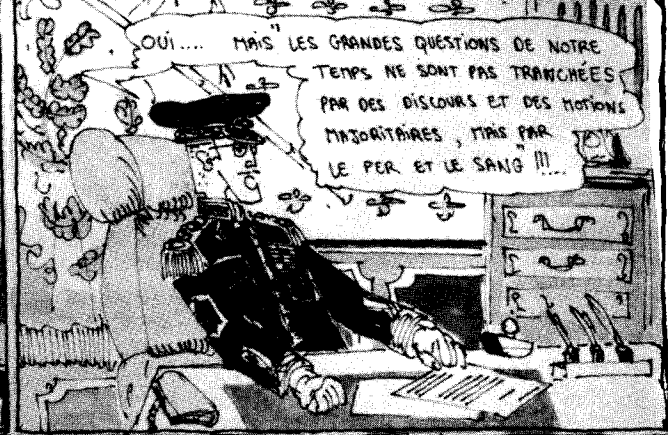
Anne Simon
5, Avenue de la Résidence
96160 ANTONY
tel. 702 57 46

Madame Dubois
 allée des Platanes
 Nogent-le-Rotrou
 (Eure-et-Loir)

BY NANAK



D B D



May, la réfractaire

A toutes les manifs, May était là, diffant le « Réfractaire », inlassablement... Et puis, un jour, elle a dû s'absenter de la rue. Après soixante années de militantisme, son cœur donnait des signes de fatigue. Alors, pour l'aider à s'arrêter un peu, ses copains lui ont conseillé : « écris donc tes mémoires ». Et May les a écoutés. En quelques mois, un gros livre intitulé May la réfractaire (*) a recueilli ses souvenirs. Récit d'une femme toujours prête à se révolter, contre toutes les injustices, toutes les guerres. Témoignage d'une existence directement liée aux événements politiques contemporains. Car May a vécu aussi bien les polémiques contre L'Action Française que la lutte pour l'objection de conscience, les combats antinucléaires et ceux pour la libération des femmes.

Ainsi, en 1921, elle expédie un colis de parfumerie à l'ambassade des U.S.A. Il renferme une grenade défensive, qui explose. Grâce à cet attentat, les journaux français parlent enfin de Sacco et Vanzetti, jugés pour meurtre au Massachusetts.

L'année suivante, avec d'autres délégués français, May se rend en U.R.S.S. au congrès international syndical. Elle fait partie de la minorité cégétiste hostile à la troisième internationale « bolchévique ».

Elle découvre la délation dans les familles, la misère des ouvriers, les gosses abandonnés dans les rues... et l'orgie de nourriture réservée aux délégués syndicaux, « dans les ors du Kremlin » ! May ne supporte pas et, grimée sur une table, elle engueule les congressistes.

May demande à voir Trotski, pour obtenir la libération de deux camarades emprisonnés aux îles Soloviet-ski... Il la reçoit, lui tend la main : elle met la sienne dans sa poche. « Je suis anarchiste, et il y a Makhno et Cronstadt entre nous », lui lance-t-elle. Néanmoins, Trotski fait libérer ses camarades.

Sous l'occupation, May travaille avec les quakers. Elle ravitaille le camp disciplinaire du Vernet, près de Toulouse. Là, sont entassés les « suspects » politiques (tel l'écrivain Arthur Koestler), antifascistes italiens, allemands ou espagnols. May voit des détenus se disputer le privilège de vider les tinettes dans l'Ariège. Intriguée,

elle les suit : ils trient les haricots mal digérés, les lavent et « les mangent gloutonnement » ! Plus tard, avant que la Gestapo ne vienne les chercher, May réussit à faire évader neuf prisonniers.

De retour à Paris, elle entreprend la fabrication de faux papiers, grâce à la complicité d'une amie... dans les bureaux mêmes de la censure allemande !

Elle dévalise une mairie de banlieue et s'empare de cartes d'alimentation qu'elle redistribue...

Vient la libération. Les Allemands quittent la capitale en pillant les magasins. May aperçoit un camion chargé de cartons, prêt à partir. Elle monte dessus et se met à le vider de son contenu, avec quelques passants. Les Allemands jettent une grenade dans sa direction. Trop tard, elle est déjà loin.

En 1957, Louis Lecoin lance une campagne en faveur des objecteurs de conscience dans son hebdomadaire Liberté. En 1962, il entame une longue grève de la faim. De Gaulle finit par accorder un statut aux objecteurs. A la mort de Lecoin, May continue son combat. A 75 ans elle se fait matraquer par les CRS ; quatre ans plus tard, elle participe à la marche de Creys-Malville...

A présent, May le reconnaît : « courir les manifs, crier le journal dans la rue, les discussions ardentes, tout cela est terminé ». Mais elle se hâte d'ajouter : « Je n'ai pas envie de prendre ma retraite ! » Ça, on le sait bien !

Vanina

(*) Atelier Marcel Jullian, 247 pages, environ 45F.

IRL vous informe que May Picqueray passera à « Apostrophe » sur Antenne 2 le vendredi 22 février. Elle sera à la librairie « La Gryffe », 5 rue Sébastien Gryphe - 69007 Lyon, la semaine suivante, c'est-à-dire le samedi 1er mars.

(Pour confirmation téléphoner à la Librairie au 16/78 61 02 25.

INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION

C'EST LA CRISE

On en a beaucoup parlé ces temps: cette année sera celle de la crise. Giscard a même prononcé le mot, qui soudain en a pris comme une allure de réalité, la guerre. Il y a longtemps que l'on ne l'avait explicité aussi clairement et, du coup, voilà que rôdent des parfums qu'on croyait révolus et qui nous ramènent aux années 14 ou 40. En plus, l'or a fait des siennes bien que je n'y comprenne pas grand chose, des gens compétents m'ont expliqué que cela risquait d'avoir des conséquences sur ma vie quotidienne. Sans parler bien sûr, de l'Iran et de l'Afghanistan.

C'est bête, et pas très révolutionnaire, mais j'ai peur de la guerre... Et tout à coup, voilà qu'elle a cessé d'être une idée abstraite située dans le lointain et l'ailleurs, pour devenir une menace bien concrète. J'ai peur, d'abord à un niveau individuel, comme tout le monde, je

suppose, pour moi, mes gosses. Peur d'être pris dans quelque chose qui me dépasse, dans une succession de faits sur lesquels je n'aurais aucune prise. Ce qui, j'en conviens volontiers, est notre sort habituel, avec cependant une marge de liberté, illusoire peut-être, mais cependant appréciable, et qu'on peut lutter pour élargir.

Je n'ai pas envie, comme ça, d'ici, de faire de grandes analyses sur la situation internationale, ni de condamner vigoureusement l'agression de l'impérialisme soviétique. Je crains qu'une telle déclaration laisse relativement indifférent l'Afghan qui va passer sous un char russe. Je n'ai guère le goût non plus à exalter les vertus révolutionnaires du peuple afghan; j'ai trop l'impression qu'il s'agit pour celui-ci d'une sorte de désespoir vital, plus que d'un choix révolutionnaire. Et les individus concrets et vivants sont plus importants que les idées pour lesquelles ils sont parfois contraints de mourir. Il y a un peu plus d'un an, on exhalait la « juste lutte du peuple iranien »...

Et si demain, nous étions tous des afghans, pris dans des événements qui nous échappent complètement et mettent de façon très concrète notre vie en cause? Si je ne pouvais plus, tout simplement, ni aller me promener, ni travailler (le travail, c'est vrai, est un goulag, mais de celui-ci on peut s'échapper peut-être plus facilement que de celui que vivent les russes). Si les événements dans lesquels j'étais pris perdaient soudain tout sens pour moi et m'ôtaient toute possibilité d'avoir un pouvoir sur mon existence? Si le choix paraissait plus n'exister qu'entre deux possibilités (aussi suicidaires l'une que l'autre) soit me faire tout petit, le plus petit possible, jusqu'à ne plus bouger, soit prendre les armes dans un maquis quelconque, manipulé par quelque puissance pour laquelle je ne serais qu'un pion sur un échiquier?

Peut-être que Giscard, Brejnev, Carter, ils bluffent. Ni vous, ni moi, ni sans doute eux-mêmes ne peuvent le savoir réellement. Mais, à jouer avec le feu, ils risquent bien de le mettre partout.

Alors, nous, qu'est-ce-qu'on peut faire? Le monde dans lequel ils se meuvent est un monde totalement autre que celui dans lequel nous vivons, et dans lequel vivent les gens que nous croisons. Mais c'est pourtant ce monde abstrait d'idées et de combinaisons politiques qui prétend régenter notre vie concrète. Une sorte de machine dont les rouages et le fonctionnement nous échappent.

Alors, je crois que la seule chose que nous puissions faire c'est de soutenir que la réalité, ce n'est pas les intrigues des politiciens, mais la vie que nous vivons et voulons développer. Il y a une incompatibilité fondamentale entre ce que les hommes de tous les pouvoirs prétendent être important et ce dont nous revendiquons nous, l'importance, la vie, qui à leurs yeux est faite de futilités et d'inconséquences; c'est ceci qui fait que nous sommes parfois heureux, parfois angoissés, et que nous luttons pour plus de bonheur. C'est quand nous rencontrons quelqu'un que nous aimons. Ce sont des lieux d'échanges et de rencontres comme les Tables Rabatues, la Gryphe, peut-être IRL, d'autres que nous ne connaissons pas, d'autres qui peuvent être informels. Je ne veux pas entrer dans le jeu des subtiles analyses politiques qui voient, de loin, la vie des gens, la mettent en équation, la réduisent à des idées.

Si demain, il y a la guerre, c'est cela que je crois essentiel de sauver et de développer. Peut-être que, pour ma part, j'essaierai de me mettre dans un coin pour essayer d'abord de survivre. Mais j'espère que cette survie ne sera quelque chose de ratatiné, de fermé sur soi dans une attitude purement défensive, mais l'affirmation que la vie vaut mieux que les jeux politiques, si sanglants soient-ils, et même que les idées.

Alain

Les sociobiologistes ou LES NOUVEAUX MORALISTES



(Dessin de Sara)

Mon premier contact avec la sociobiologie n'est pas si vieux puisqu'il remonte au mois de juillet 1979. Ce devait être chez le dentiste ou le médecin, je ne sais plus, et le Figaro magazine traînait sur une table, étalant une couverture (carrément !) consacrée au sujet. Je feuilletais l'article où il était question de gène égoïste et autres bizarres notions, même pour un étudiant en biologie.

Mon deuxième contact fut beaucoup plus sérieux puisqu'il eut lieu à la Doua, faculté des sciences célèbres par son rayonnement dans le monde entier, sous la forme d'une conférence faite par Pierre THUILLIER, philosophe des sciences et journaliste à « LA RECHERCHE ». Voici en quelques mots ce qui s'y est dit :

La sociobiologie est une science qui a pour objet d'expliquer les comportements sociaux par les biais de la biologie. Comme telle, elle se situe aux carrefours de la génétique, de l'évolution, de l'éthologie (étude biologique des comportements), mais aussi des sciences humaines. En France, la sociobiologie est de plus le fer de lance de la nouvelle droite, ce qui n'est pas tellement étonnant. Nous allons essayer de voir quelles sont les théories de la sociobiologie; on ne parlera ici, comme pour la conférence que de celle de Watson qui est la plus connue et dont les conséquences sont les plus extrêmes.

La première chose que veut nous apprendre la sociobiologie, c'est que le gène est par nature (si l'on peut dire) EGOÏSTE. Plusieurs corollaires en découlent :

- l'individu n'est qu'une collection de gènes et il s'efface derrière ses gènes.
- L'individu n'existe que pour véhiculer ses gènes.

Ainsi, la poule ne serait qu'une invention de l'œuf pour faire un autre œuf. Le comportement d'un individu est dicté par l'égoïsme des gènes : quand il se marie, ce n'est pas par amour, ce sont ses gènes qui cherchent à se reproduire.

Ainsi le racisme est facilement expliqué : il s'agit de l'hostilité de nos gènes vis-à-vis des gènes étrangers ; on a alors, par ordre de racisme

croissant : l'autre famille, l'autre race, l'autre espèce... Mais alors, les comportements altruistes apparaissent comme paradoxaux. Ce n'est qu'une apparence, nous répond Watson :

- prenons le cas d'un individu nageant plutôt mal dont les trois frères se noient. Il a avec chacun d'eux la moitié de ses gènes en commun. S'il les sauve tous les trois, même en y laissant sa peau, il sauvera ainsi $3/2$ de ses gènes ($1/2$ plus $1/2$ plus $1/2$) et s'il se noie, il perd $2/2$ de ses gènes : le *bénéfice* est donc de $3/2$ moins $2/2$ égal $1/2$.

Il a donc *intérêt* à sauver ses trois frères. (1)

Si un individu sauve un autre individu appartenant à une autre famille, une autre race ou une autre espèce, il s'agit alors d'un *investissement* : je te sauve en *comptant* bien qu'un jour tu me sauves aussi !

Cet exemple est relativement simple, mais il existe des cas beaucoup plus complexes où un individu sauve son cousin par alliance au 2ème degré... Des modèles mathématiques ont ainsi été dressés.

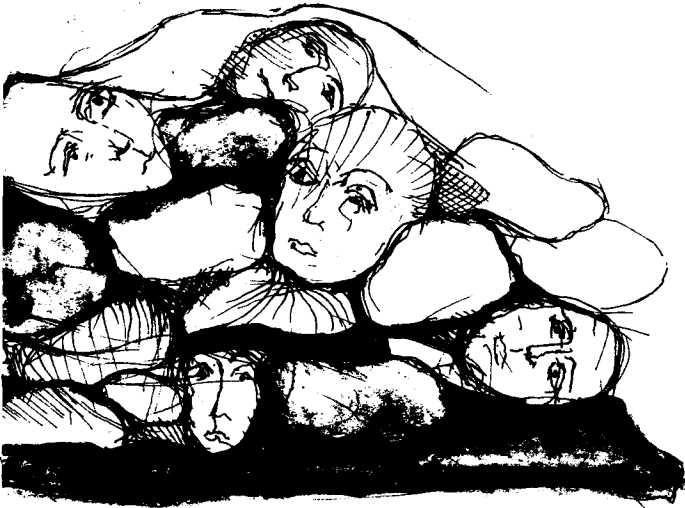
Il existe aussi des résultats expérimentaux obtenus avec des oiseaux ou avec un singe, le Gibbon à mains blanches.

Quelles conséquences peut-on tirer de ces données ?

Ces conséquences ne sont pas le fait d'une lecture pervertie de « L'œuvre » de Watson; elles ont été tirées directement de son ouvrage (paru en français sous le titre « L'humaine Nature ») par le conférencier Pierre THUILLIER.

Tout d'abord, il existe une morale du gène et donc, les sociobiologistes seront les nouveaux moralistes.

Ensuite, il n'existe plus de sciences humaines ou du moins elles sont « phagocytées » par la sociobiologie (le terme est de Watson lui-même). En effet, les auteurs de sciences humaines n'ont pas tenu compte du fait biologique : on tire donc un trait sur Jésus Christ (bien sûr) Pascal, Rousseau, Voltaire, mais aussi sur Marx et pendant qu'on y est (pourquoi pas) Bakounine, Proudhon,...



En conséquence, les sociobiologistes doivent devenir les nouveaux experts privilégiés du pouvoir. En dehors des conseils directs, ils pourront aussi opérer des manipulations génétiques :

- si la famille est en crise, on injectera (quand ce sera possible) aux gens le gène des Gibbons aux mains blanches, animaux qui montrent un parfait exemple de famille nucléaire.
- si les gens sont en grève ou s'ils ne veulent pas travailler, on leur injectera le gène de l'Abeille (2).
- d'autre part, il existe des trajectoires de l'évolution et les biologistes étant les seuls à les connaître, ce sont eux qui diront dans quelle direction nous devons évoluer.

Mais il faudrait pas se leurrer en pensant que tout ça est le fruit des réflexions d'un paranoïaque fumeux : les choses se mettent en place doucement :

- Giscard s'est fait remettre, il y a quelques mois un rapport de 300 pages sur l'avenir de la biologie.

- La fameuse Ecole Polytechnique, jusque là tournée surtout vers les maths et la physique, consacrera avant 5 ans, les 2/3 de ses activités à la biologie.

- En terminale C, les Sciences Naturelles passeront au premier groupe d'épreuves et seront donc obligatoires pour tous les matheux, et ce, dès l'an prochain.

- Des questions jusqu'ici traditionnellement « chasse gardée » des sciences humaines comme l'Oedipe ou la schizophrénie sont attaquées avec des méthodes biologiques et les résultats expérimentaux s'entassent.

Il s'est ensuivi un débat long et animé dont nous avons retenu quelques idées que voici :

1 - En fait, il n'existe pas de science neutre. Chaque science, chaque théorie est le reflet d'une époque, d'une culture. Ainsi la théorie de Darwin parlant de concurrence entre les espèces, se situe bien dans l'Angleterre de la fin du XIXe où justement la concurrence est la plus rude.

Ainsi la théorie sociobiologique de Watson qui parle d'intérêts, de bénéfices, d'investissements se situe bien dans l'Amérique capitaliste de la fin du XXe.

2 - Rapports entre sciences et armée : ils sont étroits. Plus d'un chercheur sur deux travaille pour l'armée (directement ou indirectement, souvent sans le savoir).

Plusieurs exemples

- On nous a montré un dimanche après midi dans une émission de télé sur les animaux, la reproduction des Langoustines et les sons qu'elles émettaient pendant cette reproduction. Que pouvait-il y avoir de moins intéressant pour l'armée que ce genre de recherches ?

Eh bien, en fait, ceci est suivi de très près par les armées, car ces braves bêtes risquent de perturber les communications entre les sous-marins par les bruits qu'elles émettent.

- La découverte par les astronomes des pulsars et autres sources de rayons X donnera un nouveau système de guidage des missiles intercontinentaux.

- L'étude, pourtant faite en commun par les Américains et les Russes, du pôle Sud et en particulier de son champ magnétique permettra d'améliorer la navigation de ces missiles intercontinentaux.

- Toutes les recherches médicales psychologiques et même dentaires sont suivies de très près par les armées, car le jour de l'holocauste final, il ne s'agira pas que les pilotes de bombardiers soient cloués au sol par une migraine, le spleen ou une rage de dents.

- Enfin, l'ethnologie est bien sûr suivie de très près, car elle peut très grandement faciliter la conquête d'un pays qui aurait, par exemple, mal voté.

En forme de conclusion

La science occidentale apparaît finalement comme une science de pouvoir, voire une science pour le pouvoir. C'est aussi une science lourde et dure : par ex., un scientifique occidentale, lorsqu'il étudie une nouvelle espèce animale, commence par la tuer et la découper en tranches. Il existe pourtant d'autres manières de faire et il existe d'autres sciences, basées sur d'autres présupposés, possédant d'autres systèmes de références et ayant une autre finalité que celle du pouvoir. Au total, il serait donc vain de critiquer la Science mais par contre, il est urgent de suivre de très près la science occidentale.

Bibliographie :

Sociobiology par Watson

L'humaine nature de Watson - Ed. Stock

Nombreux articles P. Thuillier dans « La Recherche ».

Les apprentis sorciers - Ed. Ramsay

Les Biocrates - Leach Ed. Denoël

Ouvrages plus généraux sur la biologie

Eloge de la fuite - Laborit Ed. Laffont

La nouvelle grille - Laborit Ed. Laffont

Ouvrages sur la Science

(Auto) critique de la science - Levy Leblond Ed.

Seuil-Points

Science et/ou idéologie - Collectif Seuil

Contre la méthode - Feyrabend Seuil

Dans le dernier numéro d'IRL, nous avons publié un article de G.T. Rittersporn sur le « mouvement contestataire et les classes moyennes en U.R.S.S. ». Nous vous faisons part ce mois-ci de la réaction d'un de nos lecteurs.

QUESTIONS A RITTERSPORN

Trop c'est trop... Je voudrais éviter de polémiquer et de faire dans l'indignation mais quand même... Admettons le droit des analyses marxistes mais si possible évitons qu'elles soient aussi plates, aussi éculées que la traditionnelle mise en avant des difficultés des classes moyennes à se positionner dans l'appareil d'Etat et les postes de commande. La grille a maintenant tellement servi qu'on ne voit plus que ses trous.

Admettons le droit de chacun à ne pas apprécier les dires et faire des contestataires d'Union Soviétique mais évitons si possible qu'ils soient traités avec ce mépris, cette condescendance qui ramènent des individus spécifiques à un groupe social d'ailleurs plus ou moins clairement identifié.

Admettons qu'on ne voit pas poindre à l'horizon la grande révolution prolétarienne en URSS mais évitons si possible de ne jamais prendre en considération (ou sinon en une ou deux phrases en fin d'article) les manifestations de résistance des peuples de ce pays.

Admettons qu'on peut se tromper de bonne foi, être insuffisamment informé mais si possible évitons d'avoir recours pour analyser une réalité multi-forme à des catégories que l'on se garde bien de préciser.

Voilà pour la polémique et l'indignation, désolé mais il fallait que ça sorte: je ne suis pas loin de considérer le texte de Gabor Tomas Rittersporn sur l'URSS comme une belle crapulerie.

Je vais, sans me lancer dans des analyses savantes (je n'aime pas trop les théories toutes faites) essayer d'expliquer le pourquoi de cette colère.

Sur ce que dit l'article lui-même et sur ce qu'il ne dit pas, il y a matière, je crois, à hurler.

C'est qu'en fait le camarade Rittersporn dispose (et hélas nous fait bénéficier) d'un système d'explication globalisant et par là-même totalitaire qui s'il a le mérite de bien se mordre la queue, a les inconvénients d'être d'un classicisme d'autant plus pénible qu'on l'a déjà entendu en de multiples occasions (la Tchécoslovaquie pour reciter qu'elle).

La thèse est la suivante: les classes moyennes (techniciens, scientifiques, intellectuels...) ne disposent pas du pouvoir effectif et pourtant se sont elles qui sont chargées de mettre en œuvre l'innovation économique et parfois sociale. D'où un conflit qui aboutit à une contestation ne remettant pas en cause le « gâteau » mais seulement son partage. Vive la dialectique mes frères...

A ce sujet une anecdote: dans une lettre à Engels, Marx prévoyait la révolution imminente en Grande Bretagne mais il ajoutait, je cite de mémoire, « même si ça ne se passe pas comme ça, avec un peu de dialectique nous nous en sortirons toujours ». C'est ce que fait Rittersporn: il substitue la dialectique aux faits. Alors quelques questions:

— Quelle définition économique-sociale-politique donne-t-il de la classe dominante en URSS et éventuellement des classes moyennes?

— Quelles sont ces techniques et institutions qu'il considère comme déterminantes (les deux mots accolés sont cités 42 fois dans ce texte). « Techniques industrielles, agricoles et administratives, institutions sociales, économiques, scientifiques, culturelles et politiques »: c'est quand même une définition pour le moins vague; un peu de précision nous permettrait de comprendre les

quelles provoquent le conflit, lesquelles permettent au système de perdurer etc...

— Quels sont précisément les intérêts professionnels et institutionnels particuliers que sont censés défendre les contestataires en URSS ?

— Quelle est cette cohérence économique-sociale-politique attribuée au système et à sa classe dirigeante? A ce propos lire ZINOVIEV qui montre la cohérence logique de la médiocrité, de la délation, de la prévarication, etc...

A ces questions, l'article ne répond pas: pas de place... Mais si, mais si... Les mots, les formules, les catégories enferment la pensée camarade; ils ne permettent que d'asséner des vérités a-critiques et ça non, merci mon stage en maoïsme m'en a dégoûté à tout jamais.

Reprenons l'analyse: la dialectique disais-je... C'est, si je me souviens bien, la façon dont se solutionnent les contradictions pour donner naissance à quelque chose de nouveau, de différent en tout cas. Belle et séduisante technique sauf quand les contradictions ne se solutionnent pas vraiment, sauf aussi quand elle n'est que technique et pour cela forcée de laisser hors champ tout ce qui ne lui convient pas.

Ici le thème est: les contradictions entre classe dominante et classe moyenne ne se solutionnent pas par le renforcement du système en place, d'autant que les classes moyennes contestent mais ne révolutionnent pas. Et en plus on a droit au champ du mépris: même si ils sont bien sympathiques, même se ce qu'ils disent n'est pas faux et même justifié, les contestataires « ne mettent pas en cause le système social et politique mais même continuent à le servir » (p.28).

Ou alors: « C'est-à-dire bien que leur indignation soit complètement justifiable, elle ne concerne que certains composants des mécanismes sociaux et politique dont peut-être la plupart des contestataires eux-mêmes sont des agents plus ou moins inconscients » (p.27). Ca ne vous rappelle rien: allié objectif, agent inconscient... Comme quoi tout en dénonçant le stalinisme on n'en est pas exempt, tout ça au nom de la « GRANDE THEORIE ».

Continuons: « C'est seulement une critique partielle que les contestataires exercent » (P.27). Les pauvres ! ils n'ont pas eux de théorie globale, juste et sans faille. Ils se contentent d'être parcellaires, alors mon brave, comment voulez-vous qu'ils fassent la révolution. De toutes façons ça leur apprendra à être des « chiens d'intellectuels », à faire partie de ces classes moyennes honteuses et profondément contre-révolutionnaires. Parce que Rittersporn, lui, n'est pas un de ces intellectuels, il sait seulement ce qui est bien, bon, ici, maintenant, là-bas et demain. Ca nous promet du plaisir.

Ces mêmes contestataires, enfin pas eux, leur classe, sont « chargés de l'application, du perfectionnement, et de la popularisation de techniques... et institutions... » (p.24). Pour être chargés ils le sont, par les mêmes marxistes, le même socialisme (le réel le seul dont on peut parler) qui traversent l'article... On pourrait continuer pendant de longues pages encore.

On a même droit (p.29) à la « période historique »: je cite: « L'apparition du mouvement contestataire en URSS correspond à une période historique où la croissance numérique des couches moyennes ainsi que

la diversification de leurs tâches professionnelles manifestaient non seulement des changements cruciaux dans le rôle politique d'une catégorie sociale mais aussi la nature contradictoire des techniques et institutions (ENCORE ELLES » qui reproduisent le système... » Des dates, camarade, de faits, des explications, pas des catégories. Et oui la période historique le sens de l'histoire, « le charme discret » du marxisme... Assez, assez...

Tout ça est bien édifiant, mais l'est aussi tout ce dont Rittersporn n'a pas parlé. Enumérons, parmi les différentes formes de contestation :

— les mouvements nationalistes: ukrainiens, juifs et autres. Je sais, le nationalisme c'est pas beau, pas révolutionnaire et tout et tout, comme les classes moyennes. Mais ça existe, surtout en URSS où les différentes nationalités sont largement opprimées. Alors pourquoi ne pas en parler, ça ne rentre pas dans la théorie ? Pourtant c'est vraiment un facteur éventuel de désagrégation de l'Empire Soviétique. Et puis même, au niveau de l'humanisme bébé, ou à celui de la théorie: l'antisémitisme, c'est pas le pied et ça vaut un soutien à ceux qui en souffrent.

— Les mouvements religieux, d'accord, la religion c'est « l'opium du peuple ». N'empêche que s'il a besoin d'opium, ça a une signification, et que l'analyse de techniques, institutions etc... ne suffit pas à en rendre compte, du moins traitée comme le fait Rittersporn. Et puis, merde, qu'ils croient en Dieu, c'est leur problème et on n'a pas, sous prétexte que nous pas, à les oublier, à les négliger.

— Les syndicats libres. C'est, paraît-il, OK, Mais ça existe. C'est semble-t-il des travailleurs, pas obligatoirement des classes moyennes.

Les révoltes populaires: une des plus connues NOVOTCHERKASSK, toute une ville révoltée et sauvagement réprimée. Il devait y avoir des espions US ou des classes moyennes en quête de pouvoir.

Le coulage, l'ivrognerie: ça manque de théorie globale mais quand même c'est une forme de résistance. Ça doit gêner quelque peu la rentabilité. Mais là pas de théorie globale, pas de groupe constitué, pas de révolution. Juste la misère quotidienne: merde, ça n'entre pas dans les catégories marxistes de base. L'individu, quel

individu, la classe, monsieur, rien que la classe...

— Les hooligans, les délinquants. Ah ! pas eux, ce n'est pas significatif...

— Les contestataires intellectuels les plus connus, sûr que s'ils avaient en plus de pouvoir, ils auraient fermé leur gueule. Allez faites revenir BOUKOVSKI, PLIOUCHTCH, SOLJENITSINE, ZINOVIEV et donnez leur le moyen de développer ces fameuses « techniques et institutions », vous verrez qu'ils seront contents. Tiens, au fait, pourquoi ont-ils refusé avant de se couler dans le moule soviétique ?

Reste aussi tout ce que ces gens-là (ou certains d'entre eux) disent (plus ou moins fort). C'est pas vraiment marxiste (sauf peut-être PLIOUCHTCH) mais enfin.

— Les droits de l'homme, oh oui, Carter en parle aussi, et rien à voir avec les institutions et techniques (ou si peu). C'est démocrato-bourgeois... C'est pas une alternative, c'est pas globalisant, mais c'est si bon de ne pas avoir peur du laitier...

— L'état fort, la lutte sur les principes mêmes de la constitution soviétique: c'est pas la révolution mais ça crée parfois des brèches. Des brèches vous avez dit, pas des craquements...

— Le socialisme réel, c'est-à-dire somme toute celui qui est pratiqué. Ah ! c'est moins glorieux que le socialisme, mais quand même, ça oblige à réfléchir.

Je suis sûr que j'en oublie, qu'on me pardonne... Mais enfin, ce qui est important, c'est que le mouvement anti-contestataire ou dissident (comme on veut) est à l'heure actuelle une mosaïque d'individus, de groupes particuliers, qu'il n'est pas unifié, qu'il a des théories, des visées particulières. Donc qu'il ne se réduit pas à une globalisation marxiste ou autre. Peu-être aussi qu'il n'est pas en train d'ériger les bases de la future grande révolution. Mais, comme on dit, il nous interpelle, il nous force à réfléchir, à sortir de nos gonds. Et je crois aussi qu'il fallait bouger (oh ! un tout petit peu) les choses en URSS. Il ne nous reste qu'à comprendre, à soutenir et à prendre... C'est difficile, modeste, mais c'est déjà ça.

SERGE

COMMUNIQUE A LA PRESSE

On doit aux Editions SPARTACUS d'avoir publié, dans un esprit d'ouverture et de pluralisme, des textes fondamentaux du mouvement ouvrier, à un moment où l'intérêt de la plupart des éditeurs s'en détournait (Rosa Luxembourg, Ciliga, V. Serge, Pannekoek, O. Ruhle, etc..).

Or cette entreprise originale se confond avec la vie, les forces et... les finances de leur fondateur, René Lefeuve.

Ce dernier est actuellement hospitalisé. Ses amis proches souhaitent constituer une association afin de l'aider à préserver cet espace de liberté.

Dans l'immédiat, tout soutien financier sera bienvenu.

On peut aussi commander, pour la somme de 110 F. un des cinq lots d'une quinzaine de livres (envoi franco) - dont un aperçu est donné ci-dessous.

Liste abrégée

- 1/ LES EDITIONS SPARTACUS : ITINERAIRES - lot de 15 cahiers : V. Serge, R. Luxembourg, Marx, O. Ruhle - P. Mattick...
- 2/ LA PENSEE LIBERTAIRE - Lot de 14 cahiers : Stirner, Lafargue, Berneri, Ida Mett, Proudommeaux, Mercier-Vega...
- 3/ MARXISME EN DEBAT - Lot de 16 cahiers : Pannekoek, Korsch, Ciliga, Souvarine, Bordiga...
- 4/ REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION AU XX SIECLE - Lot de 14 cahiers : Ch. Reeve, I.C.O., Root & Branch, Chazé, Anderson...
et, pour 40 fr. :
- 5/ Collection complète de la revue Spartacus, 15, nov. 75/ août 79.

C.C.P. Lefeuve 633-75 PARIS
Chèques bancaires à l'ordre de J.Lefeuve
5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie 75004 Paris

A PROPOS du congrès de la CNT

MADRID, déc. 1979

Je me suis refusé à aller suivre ce congrès parce que j'étais persuadé de l'impossibilité d'un dialogue libertaire d'une part, et d'un résultat syndical unitaire d'autre part.

Deux militants que j'avais connus assez bien entre 72 et 74 à Paris se sont retrouvés en opposition totale dans la C.N.T. — après avoir travaillé ensemble en Catalogne dans le comité régional de 76 à 77 —, l'un dirigeant une tendance accusée d'être réformiste (sous-entendu à la fois phalangiste et léniniste) Sébastien Puigcerver, l'autre responsable du syndicat du bâtiment de Barcelone accusé de mener la C.N.T. à l'aventurisme et de la séparer de la classe ouvrière (en employant le cassage de gueule comme argument philosophique) Luis Andrés Edo — les accusations contre l'un et l'autre étant en gros celles des amis de l'un et de l'autre.

Cette opposition limitée à Barcelone entre surtout février et mai 1979 a dévoilé le lent et constant processus de paralysie de la C.N.T., alors que le climat social espagnol lui est entièrement favorable.

Si pendant l'année 1976 suivant la mort de Franco, les différentes organisations et partis interdits se sont réorganisés, en 1977 on vit se placer les fondements idéologiques et policiers de la monarchie parlementaire : — élections (et victoire du candidat le plus beau télévisuellement parlant, c'est-à-dire Suarez, présenté même comme démocrate et de centre gauche ! ! ! !);

— pacte de la Moncloa : soit une limitation des hausses de salaire — rétroactive dans certains cas ! ! ! — et une plus grande productivité, en échange de futures réformes au profit de la sociale-démocratie (fiscalité rigoureuse, vagues mesures féministes, élections syndicales faisant de la section syndicale d'entreprise le seul interlocuteur, au lieu de l'assemblée générale comme c'était la tradition de lutte sous le franquisme) ; l'accord fut signé par tous les partis de droite, de gauche, du centre et des régions (Catalogne et Pays Basque) représentant 95 % de l'électorat. Dès 1978, on vit que les 2 grandes centrales syndicales — celle du PS l'UGT et celle du PC les Commissions Ouvrières — avaient du mal avec certaines sections de base, et un refus généralisé a commencé, au moment où chaque centrale annonçait un million d'affiliés, au moment des élections syndicales. La C.N.T., totalement en opposition au pacte de la Moncloa, disait selon certains (car aucun chiffre ne paraît depuis deux ans au moins) avoir 300 000 militants, dont 100 000 en Catalogne (fort peux cotisants).

On put du reste constater que le 15 janvier 1978 à Barcelone, une manifestation contre le pacte de la Moncloa à l'appel de la C.N.T. réunit 10 000 personnes et que — curieux hasard — une bombe éclata dans une salle de spectacle tuant 4 travailleurs (sauf erreur 2 de la C.N.T. et 2 de l'U.G.T.). Le Ministère de l'Intérieur tenta alors de faire presque interdire la C.N.T.

On constate alors également — deuxième curieux hasard — que les tendances composites (exil première tendance, exil deuxième tendance, anarcho-syndicalistes, anarcho-communistes, anars sans tendances, noyauteurs léninistes sous couvert d'autonomie, etc.) qui jusque-là

impulsaient les actions revendicatives en priorité, se mettent à se lancer des bâtons dans les roues : terrorisme verbal, magouilles, cassages de gueule en assemblées... En ce sens l'opposition Puigcerver-Edo fut le comble. On vit des gens (Santi Soler) traiter Edo d'individu louche, sans revenus (sous-entendu payé par les flics), alors qu'eux mêmes mériteraient bien la même attaque, qui de toute façon n'a pas de valeur idéologique et qui s'explique vu le chômage par la difficulté d'un travail fixe. On eut « en avril 1979 un syndicat de 1 000 adhérents (Arts Graphiques de Barcelone) qui expulsa 12 affiliés par 48 voix, 18 contre et 18 abstentions. En mai, un syndicat de 3 500 adhérents (le Métal de Barcelone) expulsa 6 affiliés par 40 voix, 12 contre et 6 abstentions ». La rédaction de « Solidaridad Obrera » fut destituée à la fin d'un plenum régional par 30 délégations sur 90 (« CNT ser o no ser la crisis de 1976-1979 » Ruedo Ibérico, pages 81, 82).

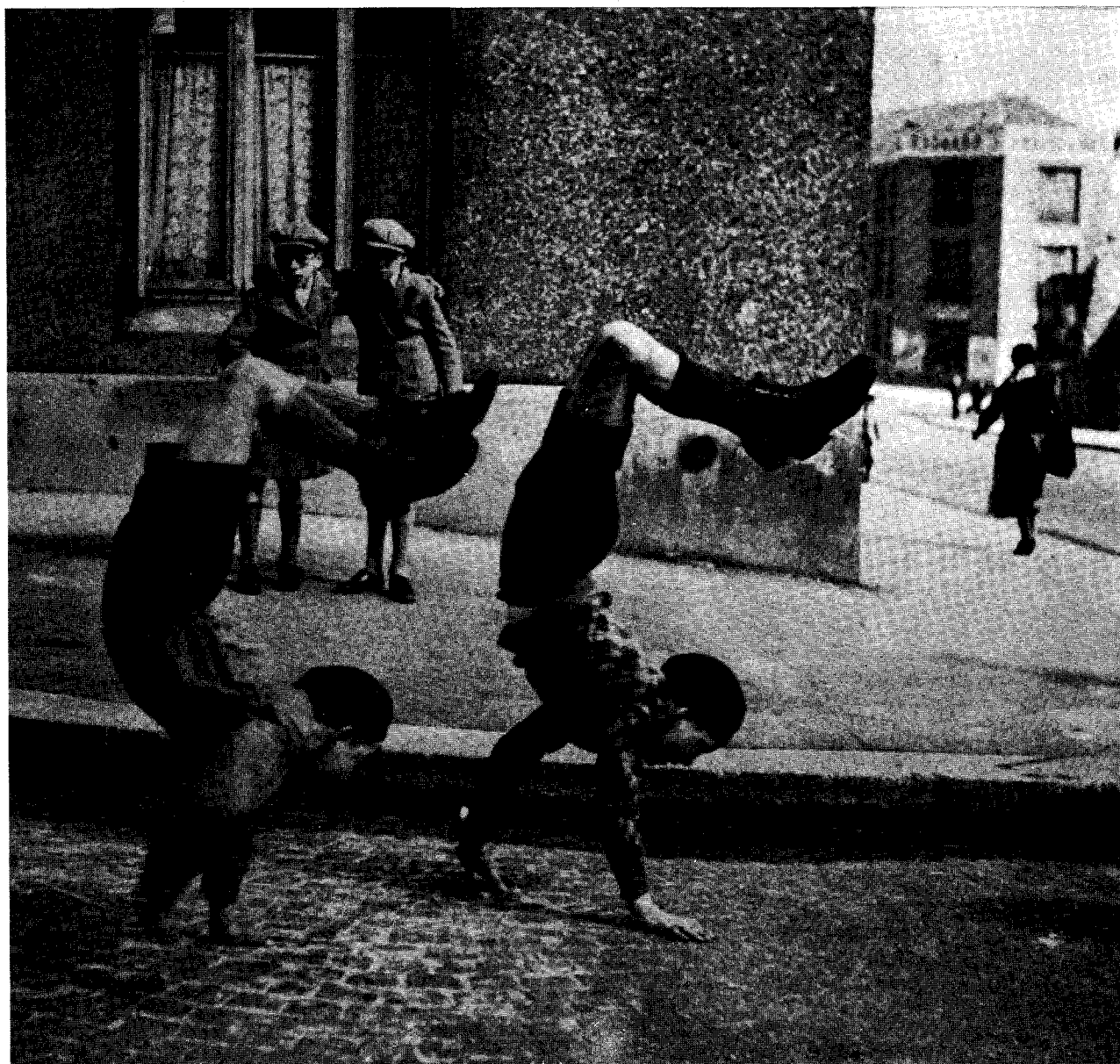
Bien entendu, les militants ne sont pas informés, mais en Catalogne il se produit une réaction de « défédération » aux expulsions (victoire de la tendance Edo sur Puigcerver, dont la tendance est appelée « paralèla », alors que toutes les tendances le sont et pas spécialement celle-là), qui fait tache d'huile par endroits (les 200 membres de la section CNT de la maison d'édition Bruquera ; des syndicats du sud de Barcelone) ; et on trouve aussi un abandon pur et simple, encore que momentané en principe (syndicat de l'enseignement).

On peut dire alors, que face au monopole des magouilles dans la CNT, le seul dialogue et la seule information viennent de l'extérieur : « Bicicleta » qui informe prudemment, puis se défoule après le congrès, « Nada » et « CNT ser o non ser ».

« Nada » avait eu la brochure explicative (floue du reste, mise à part l'excellente chronologie des expulsions et des magouilles) de la tendance « Paralèla » (« rapport sur la crise de la CNT en Catalogne ») et une cassette-interview de Puigcerver mais rien ne fut passé dans le n. 3 consacré à la CNT, qui sur trois articles vante la tendance Edo, sans compter un article de Edo lui-même, ce qui rend peu efficace le témoignage de Tomas sur son départ de la CNT devenue « Eglise refermée sur elle-même », et les autres articles sur la CNT.

« CNT ser o no ser » (256 pages grand format, dont 236 sur la CNT) est la seule tentative sérieuse objective publiée avant le congrès pour doter les militants d'informations ponctuelles, théoriques et discuter des perspectives. Mais dans une lettre personnelle, le responsable du numéro du 13 janvier me dit : « La conjoncture actuelle s'achève en un désastre. Et c'est la même chose pour la brochure : elle est interdite de séjour à la fédération locale de Barcelone, et ce fut la même chose au service de librairie du *Vème congrès de la CNT* pour lequel elle avait été élaborée ».

Certains éléments permettent de caractériser la situation espagnole actuelle : repli sur soi-même, désillusion ; le quotidien du PC « Mundo Obrero » n'arrive pas à dépasser 50 000 exemplaires (Solidaridad Obrera arrivait à 30 000 en touchant surtout la Catalogne), et le



dernier congrès du PS a rendu obligatoire l'abonnement des militants à « El Socialista » (pages 228). Selon Edo 80 % des travailleurs ne seraient pas syndiqués (avril 79, page 154); comme Edo (dans « Nada », page 137) en juin dit 85 %, on peut en déduire un certain manque de sérieux, mais même si la vérité se situe à 70 %, le fait est là : la CNT a encore une chance, ou plus exactement les anarcho-sindicalistes et les libertaires ont encore une chance de présenter une alternative.

Car cette CNT qui apparaît dans la brochure boycottée et censurée de Ruedo Iberico est visiblement en train de donner naissance à une anti-CNT ou une nouvelle CNT, ou bien un regroupement libertaire (interview de A.G. pages 85-105 qui rejoint le témoignage de Tomas dans « Nada ») qui tiendra compte des erreurs du passé (avant 1939) et du présent (1976-80). La contribution exceptionnelle de la brochure est l'effort de Felipe Orero pour aborder et éclaircir des points comme la FAI, le réformisme, l'assembléisme (et son verbiage autonomiste-léniniste), les perspectives. De nombreux points mériteraient une discussion comme les conceptions de lutte de classes, de classes sociales en liaison avec l'anarcho-sindicalisme, qui de même que dans « Nada » ne

sont pas traitées assez clairement (différences avec les conceptions marxistes, opposition fictive économisme et luttes idéologiques).

Dernière source d'information : « Bicicleta » après le congrès. Disons d'abord que le confusionnisme a été grand : ignorance que dans la CNT d'avant 39, chaque expulsé pouvait faire appel devant des instances « neutres », et en même temps désir de réhabiliter « de façon posthume » des militants expulsés comme Cipriano Mera (le maçon devenu général de corps d'armée puis bras armé du coup d'Etat anti-communiste juste avant la fin de la guerre d'Espagne, puis en prison en France et en Espagne, puis maçon). Pas de préparation claire sur les points à traiter, des modalités de vote par syndicats... Peur de communiquer au public le nombre actuel de militants représentés, à peu près 29 700 (selon un bon camarade) ce qui change des 300 000 de 77 et 78 et situe les effets des magouilles sur les militants.

Placé sous de tels auspices le congrès ne fut cependant pas une partie de plaisir pour la tendance la plus manipulatrice (un mélange instable de la partie la plus ankylosée de l'exil, plus la FAI, plus Edo et ses amis) qui avait ses gorilles bien en vue dès le premier jour,

l'élection de délégués secrètement désignés d'avance pour présider la première journée, et l'application de la censure de fait contre tous les organes d'information bourgeois (dont pourtant avant on dénonçait le silence sur la CNT) et, bien sûr, contre les périodiques anarchistes « douteux » : certains membres connus de « Bicicleta » étant constamment suivis, quant au directeur de « CNT » — nom pourtant évocateur — il abandonna écoeuré le congrès (l'un des participants et partisans de cette censure étant un collaborateur de « Nada », Pepe Castells).

Autre élément valant son pesant de manipulation fut le système de vote : les syndicats de 5 à 50 cotisants ayant une voix ; ceux de 51 à 100 2 voix, etc., pour arriver à ceux de plus de 2 500 avec 8 voix. Moralité, si par un hasard (répétant certaines habitudes de l'exil), 10 camarades d'une tendance x créaient 10 syndicats de quelques cotisants, ils avaient 10 voix, alors qu'un syndicat de plus de 2 500 cotisants (en Aragon peut-être) n'avaient que 8 voix...

Pourquoi avoir accepté un tel système favorisant les plus combinards, je vois deux raisons, la fameuse croyance en la bonne foi, quand même, des anarcho-manipulateurs, et ensuite, le désir de se débarrasser des problèmes préliminaires pour passer à la discussion de fond, car les deux premiers jours furent consacrés aux problèmes de vérification de l'origine et des cotisations, etc., des syndicats. Cela donna lieu à des scènes pas tellement formalistes, comme on pourrait le croire, tentative d'expulser les syndicats de Salamanque avec service d'ordre à l'appui, les gorilles déjà évoqués. Même histoire, ou presque pour Progreso Fernandez, délégué au congrès et déjà présent au congrès de fondation de la FAI en 1927, actuellement « persécuté par la FAI parce qu'il refuse de militer dans la version actuelle de cette organisation » et « persécuté également par les réformistes, opposés à son anarchisme irréductible. « Mais après explication de ce militant, le congrès demanda son maintien « par une écrasante majorité ».

Le troisième jour commença avec une certaine baisse du nombre des délégués présents. « Certaines délégations, fatiguées, ont abandonné le congrès, sans déléguer personne de façon indirecte. Certaines n'ont même pas donné d'accord écrit avant de partir ». Et d'un autre côté « alors que la majorité des délégations est composée d'un maximum de trois délégués, il y a des syndicats de Madrid et de Barcelone qui en ont plus de dix, ce qui leur donne une capacité extraordinaire pour être dans les différentes commissions, suivre les débats au congrès et, même pour se remplacer et être frais, lorsque après plusieurs jours sans dormir à peine, les délégués sont las de corps et d'esprit (ce qui est en fait loin d'être négligeable lors d'un congrès) ».

Le quatrième jour fut celui du rapport du comité national sortant qui fit état des nombreux crocs-en-jambes dont il fut victime dans la CNT, et fut vivement pris à partie par certaines délégations.

La cinquième séance fut consacrée à des motions d'ordre général comme le communisme libertaire, l'action directe, et les extraits que donne « Bicicleta » ne permettent pas d'avoir une idée claire. Par contre, les problèmes immédiats comme la restitution des biens de la CNT avant le franquisme, la stratégie syndicale aujourd'hui semblent peu élaborés.

Le sixième jour, vit la suite des attaques contre le comité national précédent et le secrétariat permanent (rapport avec l'exil en particulier), mais les départs des délégations continuent.

Le vendredi, septième jour, fut « noir » selon « Bicicleta » avec la discussion sur les groupes d'affinité, et le blocage organisé par certains délégués de Catalogne

pour empêcher le débat, d'où le départ avec note écrite de deux syndicats de Cadix, puis de la plupart des Aragonais. Et le samedi matin, 53 syndicats réussissent à faire lire un document où ils déclarent que, vue l'absence de débat en profondeur, de méthode efficace de travail, vu que « depuis le début du congrès, on a vu une dégradation progressive de la liberté d'expression avec des menaces constantes, des violences, des monopolisations de micro, etc... jusqu'à aboutir à une situation où, contrairement à ce qui a été la norme dans toutes les assemblées confédérales, on a empêché l'expression, le débat et le vote des positions prétendument minoritaires dans les commissions, surtout à partir du début de la discussion des thèmes de fond, la stratégie syndicale, etc..., ce qui a été le signe de la tentative d'imposer des positions ». Vu que le manque d'esprit libertaire a empêché d'apporter les solutions cénétistes auxquelles s'engage la CNT, « les délégués soussignés abandonnent cette salle, en considérant que ce congrès n'existe pas, et en proposant qu'il se fasse en mars-avril, afin que la période intermédiaire serve à clarifier ce qui a été exposé antérieurement, et nous invitons les autres délégations à accepter cette proposition. Nous considérons que le secrétariat permanent du comité national en fonction est valable jusqu'au congrès de mars-avril ».

Cette déclaration de rupture, de scission de fait est donc signée par 53 syndicats qui représentent toutes les Canaries et Santander en entier, une bonne partie de l'Aragon, et des syndicats de différentes régions, dont Madrid et Barcelone.

Après ce départ, le reste du congrès choisit un comité national (genre tendance Edo et compagnie) par 117 voix de 70 syndicats (selon le secrétaire José Bondia). En l'absence d'autres chiffres, il est fort possible que mathématiquement les 70 syndicats en question représentent moins de cotisants que les 53 syndicats en rupture. Mais ce qui est effarant, ce sont les déclarations des membres de l'ancien comité national (qui ne firent pas grande chose ou rien pour empêcher les expulsions) « avec l'objectivité avec laquelle nous voyons maintenant les choses » (tel camarade (Berro José Maria) milite en ce moment à la CNT de Pampelune), « les autres camarades qui ont été expulsés ne sont pas non plus dans d'autres organisations. Il a fallu que passe tout ce temps pour savoir que ce « parallélisme » n'existait pas, que ces camarades étaient les moins parallèles de tous les parallèles, et qu'il n'y avait eu que des réunions. Mais des réunions parallèles, il y en a eu de toutes sortes ».

La note finale est de dimanche 20 janvier 1980, Luis Andrés Edo répondant lors de la conférence sur le consensus et la répression au problème de l'expulsion de Santi Soler de « Solidaridad Obrera » et à celui du départ volontaire (par écoeurement) de Tomas (voir « Nada ») affirma d'une part que Santi Soler combattait la répression en la reproduisant (ce qui me semble assez juste) et que Tomas défendait l'éthérodexie, ce que lui Edo approuvait, le seul reproche étant le choix du moment, c'est-à-dire non pas l'expulsion, mais « l'auto-expulsion des camarades des paralelos ». Et quant au congrès, en comparaison avec tous les congrès de la CNT depuis 1910, « moi je crois que c'est le meilleur congrès de l'histoire de la CNT ».

Ceux qui dans différents cabinets du ministère de l'intérieur espagnol manipulent les Van der Lubbe d'Espagne ont apparemment gagné : la CNT est définitivement divisée et les oppositions de caractères sont irréversibles dans bien des cas. Il reste, cependant, des groupes plus préoccupés de la lutte sociale que des comérages et zizanies (que la nervosité due à la tension sociale encourage). Et forçons nous de tirer des leçons de cette expérience !

Frank MINTZ

RFA: IMPRIMERIES SOUS PRESSE

Le terme « Danger Public » est attribué par la Justice et les politiciens de R.F.A. aux « terroristes » (en particulier) et à tous les oppositionnels (en général), et tend à les présenter comme des « violents de tendance malade », agissant sous la poussée de cette « violence malade » ; en partant de l'idée que l'Etat (de R.F.A.) est sain, les opposants ne peuvent être que des « déments », des voyous débiles mentaux frappant aveuglément... ».

Cette définition assez particulière du mouvement révolutionnaire, et déjà relativement répandue dans la population grâce au concours inconditionnel des médias ; les dirigeants de la R.F.A. peuvent ainsi donner libre cours à leurs aspirations exterminatrices (1) :

- a) Il s'agit essentiellement de remettre en pratique la juridiction de 1945 (Tiens tiens !), relative à la mise en quartiers de sécurité systématique des « déments » et des « coupables par disposition malade » (La version « politique » de l'application de ce texte était inutilisée depuis 1945 !).
- b) Détournement des textes régissant actuellement les conditions de détention en quartiers de sécurité (Hochsicherheitstrakt) et tendant à l'adapter aux « délinquants » politiques primaires (2), ainsi qu'aux « courtes peines » de moins de trois ans.
- c) Le procès de l'avocat Siegfried Haag (3) à Stuttgart Stammheim (condamné à 15 ans fin décembre), ainsi que celui du Mouvement du 2 Juin à Berlin (salle 700, au tribunal de Moabit) devront servir de première expérience. (Jurisprudence ? !) (4).
- d) Instituer la possibilité, — par le biais des assimilations et des parallèles « Révolutionnaire/Malade » et « Opposition politique/Psychiatrie » — de détenir en section spéciale de sécurité renforcée les « délinquants » politiques primaires et les « courtes peines » AU-DELA de leur temps de condamnation, TANT QU'ILS N'ABANDONNERONT PAS LEURS CONVICTIONS POLITIQUES (les flics prononcent « tendance malade à la violence »).
- e) Permettre au pouvoir d'Etat de R.F.A. de pallier aux manques de preuves de l'accusation (existant dans la plupart des procès), par UNE CONdamnATION DE COURTE DUREE PROLONGEABLE A VOLONTE !!

La persistance des prisonniers dans leurs convictions politiques étant, pour l'Etat, synonyme de non-guérison.

- f) Pour l'Etat de R.F.A., la résistance et la lutte contre le système étant symptôme de « déséquilibre psychique », il convient, pour le bien-être de la société, d'adapter une thérapie en conséquence aux prisonniers (voir U. Meinhof). L'anéantissement de l'identité politique, par des pratiques ruinant l'état psychique des prisonniers, s'opère suivant des méthodes (améliorées bien sûr) qui étaient l'apanage d'une période (que certains croyaient) révolue :



- Ce fut la mort de Siegfried Hausner, incarcéré bien que grièvement blessé, et, de l'avis des médecins, incapable de supporter la détention...
- Les anesthésies forcées (à fin d'enquête), pratiquées sur Carmen Roll, et tentées sur U. Meinhof...
- Ce fut aussi le refus de traitements médicaux ayant entraîné la mort, pour Katharina Hammerschmidt, Herbert Soffel, Werner Hoppe, Günther Sonnenberg...
- Les fameux « suicides » : Ulrike Meinhof se pend aux barreaux d'une cellule sans barreaux (cf. Croissant), ensuite, ce fut A. Baader, G. Ensslin, J.C. Raspe, Ingrid Schubert...
- Les arrestations, dites « à la Mesrine »... comme c'est arrivé à Willi Peter Stoll, Elisabeth Von Dick, Michaël Knoll, et tenté sur Rolf Heissler...
- Le déroulement des procès, bien que les accusés ne soient pas en mesure de les suivre, soit gravement blessés, soit ruinés physiquement et psychologiquement : comme pour A. Baader, G. Ensslin, J.C. Raspe, U. Meinhof, M. Grashof, W. Grundman, K. Jünschke... — Etc...

L'allemand moyen, la tête dans la tête et le « Bild Zeitung » entre les dents, n'a pas à se poser la question de savoir si la mise en régime spécial de sécurité renforcée systématique est illégale ou pas, de même pour ces quartiers spéciaux (prononcer « Ailes de la Mort ») qui sont ou seront construits à Lübeck, Moabit, Celle, Straubing, Stammheim, Brucksal, Landsberg, Schwalmstadt... Non ! Depuis longtemps, le citoyen allemand s'auto censure, il pense finalement qu'il vaut mieux ne pas penser.

Face à cette extermination légale, nous avons pris connaissance par les médias (du moins celles qui en ont vaguement fait allusion) d'une vague de grèves de la faim. Commencée le 20/4/1979 par Meyer et Vogel (du Mouvement 2 Juin) (5), elle pris de l'ampleur : ce furent, qui, des prisonniers de la R.A.F., qui, les avocats de l'I.V.K. (bureau Croissant) : Croissant, Müller, Newerla, qui, Gabor Winter, extradé par la France, qui, des prisonniers de droit-commun, ainsi que des français et des autrichiens... Finalement, ce furent des dizaines de prisonniers qui montraient ainsi leur volonté de vivre. Diverses actions, comme, par exemple, l'occupation de la Croix Rouge Internationale à Bruxelles, par des parents

de prisonniers politiques allemands, tentèrent de populariser cette grève. Ayant finalement compris que l'Etat fédéral ne fait plus de prisonniers (mais des morts) lors des arrestations, et qu'il allait profiter de cette grève de la faim pour en liquider quelques-uns de plus, les prisonniers cessèrent la grève le 26/6/1979.

D'autres grèves de la faim ont redémarré depuis, notamment à Berlin, où, entre le 13 et le 20 octobre elle comptait près de 300 participants puis, une centaine les jours suivants (cf. « Prozess Depesche » numéro 17).

L'affaire Croissant étant suffisamment connu (vus les démêlés avec la France) nous n'y apporterons que quelques précisions :

— L'I.V.K. de Stuttgart, (dit « Bureau Croissant » en France) était la branche allemande du « Comité International de Défense des prisonniers politiques en Europe Occidentale ». International, l'I.V.K. avait donc des antennes dans différents pays d'Europe, notamment en France et en Italie. Les membres de la section de Stuttgart étaient les avocats Croissant, Müller, et Neyerla; étaient, oui, car tout le monde sait qu'après la destruction du comité, ils ont tous été emprisonnés.



Si depuis 1974, 8 prisonniers de la R.A.F. ont été assassinés en taule, il y a de quoi s'émouvoir, même si l'on ne partage pas (tant s'en faut !) leurs convictions politiques. Le fait de rendre publiques les conditions de détention, les tortures, d'émettre des doutes sur les suicides de certains prisonniers, gênant le déroulement du programme d'extermination ; aussitôt suspectés en vertu du paragraphe 129a. relatif au « soutien à association terroriste » (la déclaration d'Herold est à ce sujet édifiante ! (1), les trois avocats sont aussitôt intimidés, d'abord et arrêtés, ensuite ; les flics pretextant la mise en place d'un système d'information entre les prisonniers.

Lors de séances de leur procès, fin 1979, il fut tenté de « prouver » grâce aux témoignages de Delwo et Speitel (prisonniers de la R.A.F. vraisemblablement achetés par le gouvernement, depuis), qu'ils auraient des armes et des explosifs dans la forteresse-prison de Stuttgart-Stammheim.

Les pressions et les intimidations s'accroissant, la défense des prisonniers politiques s'avérant quasiment impossible, vu les risques professionnels et personnels encourus par les avocats, l'Etat de la R.F.A. frappe partout, menaçant même les intellectuels et autres humanistes qui se penchent sur la question (Tribunal Russel, par ex.).

C'EST PARTOUT LE BRUIT DES BOTTES !!!

Criminalisation du groupe « Lutte Anti-Fasciste » de Kaiserslautern, qui faisait un travail de réflexion sur les conditions de détentions, ce furent aussi les arrestations de Rosi, Johannes Thimme, Sabine Schmitz, Uwe Folkerts; (Gerd Schnepel, du magasin « Polit » d'Erlangen, condamné à deux ans, en première instance pour avoir édité et vendu le livre « Lutte contre l'extermination »). Puis le 18/5/1978, celle de Dorit Brücher, six mois plus tard, Birgid Rauth, ces deux dernières étaient les seuls membres de l'I.V.K. encore en liberté.

LE COLLECTIF D'IMPRIMEURS « FANTASIA »

A STUTTGART (6)

Ce collectif d'imprimeurs fonctionne depuis 1976 et n'imprime que pour la « Linke » (la Gauche, au sens allemand du terme, ce qui regroupe pêle-mêle, les non-dogmatiques, les « spontis », les divers comités; de femmes, de quartiers, anti-répression, anti-nucléaires, ainsi que divers soutiens...).

La plupart des publications allemandes s'autocensurant, à cause du spectre du paragraphe 129a. les textes relatifs aux procès, les interviews, les récits divers abordant la torture blanche, chimique, sensorielle, et les quartiers spéciaux de sécurité renforcée, tout cela, introuvable, c'est pourquoi les imprimeurs de « Fantasia » en ont publié quelques uns. Résultat ? : perquisitions... ils en auront 8 entre avril 76 et le 18 mai 78.

En juin 77, tous les imprimeurs avaient fait l'objet d'une procédure d'enquête (& 129a.), sans précisions aucune de la part des flics, quant au texte publié qui était incriminé.

18 mai 1978, une nouvelle procédure est engagée contre eux (& 129a.) et perquisition, à l'aube, en se faisant ouvrir la porte par un serrurier, sans sonner, ce que les flics nieront par la suite...L'imprimerie cernée, l'arme au poing, les flics réveillent tous les habitants de la communauté. La commission rogatoire (mandat de perquisition), et la possibilité d'appeler les avocats n'arrivèrent que plus tard.

La trentaine de flics du B.K.A. et du L.K.A. (Police criminelle fédérale et régionale), avait amené ses éléments féminins, tout le monde pu donc être fouillé. 11heures du matin, trois personnes du parquet arrivèrent et remplirent jusqu'à 13h30 deux fourgons VW de matériel saisi. Outre du matériel d'imprimerie, plaques offset, films, maquettes, furent saisis nombre de documents et de publications destinés à l'information, en voici un aperçu d'après l'acte de procédure.... :

- Déclaration de Wackernagel (R.A.F.) fait à la Haye en novembre 77, plusieurs centaines.
- Déclaration des prisonniers de la R.A.F. lors du procès de Verena Becker (certains exemplaires avaient été envoyés en Italie pour information).
- Déclaration faite lors du procès de Knut Folkerts, le 7/9/1977, mille exemplaires non finis d'imprimer.
- Documents destinés aux commencement des travaux du Tribunal Russel, comprenant les textes de Verena Becker sur les assassinats dans les prisons de Stammheim et Stadelheim : « à propos des actions de la R.A.F. en 1977 », et « Déclaration des détenus de Hollande en grève de la faim » le 11/2/1978.
- La brochure « Guerre de Classe en R.F.A. ».
- La brochure « Les derniers textes d'Ulricke Meinhof » (parue en France chez Maspéro, pas loin de 10 fois plus chère d'ailleurs !).
- Une documentation de 126 pages, destinée au

Tribunal Russel, avec des comptes-rendus de procès, déclarations lors de grève de la faim...

Vers 16h30, les flics reviennent et arrêtent Doris Braune, imprimeuse, le même soir à Francfort, ils arrêtent Dorit Brücker, ancienne collaboratrice de l'I.V.K. et habitant la communauté de Fantasia. Le 17/8/78, nouvelle razzia, les flics reviennent et saisissent les machines, considérées comme « Arme terroriste par destination », malgré la résistance du collectif.

“AGITdruck”

Cette méthode avait d'ailleurs déjà été utilisée à Berlin contre les copains de l'imprimerie collective « AGIT-Druck (7) » imprimant entre autre l'INFO-BUG, (publication d'info, des groupes non-dogmatiques de Berlin) ; cette publication, sans censure, fonctionnait sans groupe de rédaction vraiment fixe, toutes sortes de thèmes y étaient donc abordés, certains voulaient en faire un journal alternatif, régulier, « cool » ; d'autres parlaient du quartier, des prisons du Mouvement du 2 Juin actuellement incarcéré. Lorsqu'en automne 78, ce fut la razzia policière chez une foule de gens, notamment les imprimeurs d'AGIT. Le & 129a. avait encore sévit : il ne fallait pas parler des prisonniers politiques, que ce soit ceux du 2 Juin, de la R.A.F., ou des cellules révolutionnaires (R.Z.).

Le bilan, à peu de choses près : 8 inculpations pour l'Info-Bug, et, coté imprimeurs, cela se soldait par 5 ou 6 condamnations de 9 mois et une de 12 mois, il est à noter que les imprimeurs avaient déjà tous fait 9 mois de prison préventive à ce sujet.

Que ce soit les confiscations de machines de Fantasia, ou d'Agit, ce que veut l'Etat allemand est on ne peut plus clair, et là, il a démontré l'étendue de sa bestialité : non seulement il ne veut pas être critiqué, mais il tente de juguler, par l'anéantissement de tous moyens techniques, les structures qui ne se plient pas à l'auto-censure ambiante. Le fait de ne pas rendre public ce retour à grands pas au fascisme de l'Etat allemand (en considérant qu'il s'en soit éloigné), découle de la plus pure — et féroce — tradition journalistique (la R.F.A. c'est plus la mode, coco ! y'a la C.E.E.) et, pour ce qui est des publications dans lesquelles certains laissent encore trainer quelques illusions (Libé par ex.), c'est de démuniment intellectuel le plus total dont il s'agit.

Pour Fantasia, comme cela c'est fait pour Agit, grâce à une souscription parmi les gens du « mouvement », ils purent se doter d'une nouvelle machine relativement rapidement.




alternative
druckereien
folgen...

Pour faire sensation, et pour justifier les arrestations de Doris et Dorit, le 18/5/78, les flics, fins stratèges, prétextèrent un échange de courrier entre le mouvement de soutien (aux prisonniers) légal, avec des gens vivant dans la clandestinité. La « preuve » en était une lettre, ainsi que des infos chiffrées, camouflées dans un prospectus de pub, (les flics prononcent « container »). Par la suite, cette thèse se cassa la gueule

de d'elle-même, les messages codés et le container en question n'existant pas ; la lettre, par contre existait, il s'agissait d'une lettre personnelle destinée à une collaboratrice de l'I.V.K. résidant en France. Cette lettre accrochée au mur, et sur laquelle était mentionné : « Doris, prends ceci pour aller en France », était le centre d'intérêt de la police, qui, à l'écoute du téléphone, avait appris que Doris devait se rendre à Paris... pour une rencontre internationale de Femmes, ce qui n'était un secret pour personne.

Une autre « preuve », qui, pour la police, porte à croire que Fantasia a succédé à l'I.V.K. après sa destruction, consiste en une lettre, trouvée sur Sergio Spazzali (avocat italien, assurant entre autre la défense des BR, et ancien collaborateur de l'I.V.K. en Italie). En quoi cela aurait-il, quelque chose d'étonnant et de répréhensible qu'un « ex-I.V.K. » corresponde avec d'autres « ex-I.V.K. » ? La présence de certains d'entre eux à la communauté de Fantasia n'a jamais été cachée !

L'affaire, pendant ses 6 premiers mois était du ressort de la cour fédérale la plus élevée dans ce genre de « délits », actuellement elle passe en cour de sûreté de l'Etat, sous la houlette de Lampe (procureur général n. 2 en R.F.A.). Le procès se déroule actuellement à la prison-tribunal de Stuttgart-Stammheim ; commencé le 10/9/79, il comptera sa trentième journée le 17/1 80. Il concerne les imprimeurs :

- Doris Braune (incarcérée du 18/5/78 au 18/9/79 dont plusieurs mois d'isolement total).
- Barbara Mayer-Schlage.
- Herbert Schlage.
- Ainsi que les anciennes collaboratrices de l'IVK :
- Birgit Rauth (encore incarcérée).
- Dorit Brücher (incarcérée du 18/5/78 au 18 septembre 79 dont plusieurs mois d'isolement total) et suivant les motifs d'inculpation suivant :
- &129a. : soutien à association terroriste.
- &88a. : diffusion d'écrits incitant à la violence contre l'Etat.
- &90a. : insulte à l'Etat et à ses symboles.

Aux dernières nouvelles nous apprenons que depuis fin novembre, la présence aux procès politiques des témoins de l'accusation (des flics, en général), n'est plus indispensable. Ils peuvent dorénavant témoigner par écrit ; cela nous évitera donc d'assister aux prestations lamentables de ces fantoches, qui disent et se contredisent lorsqu'ils sont interrogés par la défense.

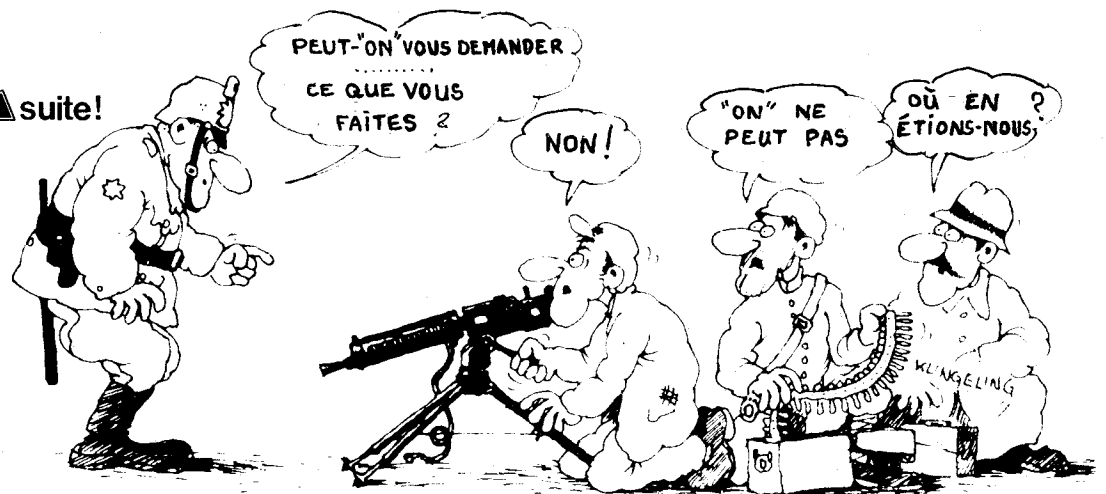
Les imprimeurs d'Agit, à Berlin, pourraient prochainement passer en appel.

Vous risquez de vous informer en lisant :

- Insurrection.
- S'Blättle, Nos.1, 2, 3 et 4... sur le procès de FANTASIA.
- AGIT DRUCK PROZESS, 2 brochures.
- « Die Prozess Depesche », sur le procès du 2 Juin « 17 numéros ».
- « Hochsicherheitstrakt » (documents et compte-rendu sur la détention de sécurité spéciale.
- Klaut Sie ! (K. H. Roth, F. Teufel) chez IVA Verlag. Auto-critique et contribution à la critique de la gauche et de la guerilla.
- Bug-Info, prozess Blatt numéro 1.
- Tupamaros Berlin-Ouest, (Bommi Bauman) à la France Sauvage. Autobiographie.
- « Solidarität kann zur Waffe werden », / procès Fantasia et I.V.K.

Une deuxième brochure est en préparation.
Le C.A.P. n. 65, Texte des avocats Panka et Weider.

Dernière minute: Birgid Rauth « ex: IVK » s'est mise en grève de la faim ces jours-ci, STAMMHEIM le 7/01/80



(1) *HEROLD, chef du B.K.A. a exposé en ces termes, au « Frankfurter Rundschau » du 3/5/79, ses réflexions stratégiques dans la lutte contre le terrorisme : « la présence oppressante des institutions de sécurité, de nécessaire incursion dans le domaine réservé au système constitutionnel, la détérioration, par des campagnes de l'image de la R.F.A. dans le monde, la distance de plus en plus grande entre la classe intellectuelle et l'Etat, des manifestations publiques de la part d'autorités de l'élite spirituelle, un changement dans le climat de la politique intérieure, et une polarisation de plus en plus irritée des forces démocratiques qui soutiennent l'Etat. Si ces conséquences sont bien décrites — et elles paraissent comme l'être — il ne suffit plus de se débarrasser du terrorisme, on doit le faire disparaître rapidement, avant que des infections se propagent ».*

(2) *« Primaires », délinquants dont c'est la première condamnation.*

(3) *S. Haag ex avocat de la R.A.F.*

(4) *Retzman, le procureur général numéro 1 en R.F.A. a déclaré à l'occasion du congrès des juges allemands que les procureurs, ainsi que les Cours Suprêmes, ne renonceront à introduire la « détention de sécurité » contre les prisonniers de la guérilla urbaine, même si aucun texte de loi ne vient ratifier cette décision.*

(5) *« Mouvement du 2 Juin », anarchiste, n'a rien à voir avec la R.A.F. (M.L.), Teufel, Fritsch, Reinders, Klöpfer passent un procès à Berlin. Entre autres actions, ont enlevé Peter Lorenz (CDU), le Moro allemand pour faire libérer des prisonniers politiques, et ce, sans effusion de sang.*

(6) *FANTASIA-DRUCK, Schlosserstr. 28a 7 Stuttgart 1.*

(7) *AGIT DRUCK, Ahornst. 26, 1000 Berlin 41.*

JOËL - imprimeur.

A PROPOS D'AUTOGESTION

Après lecture de la brochure-livre « Interrogations sur l'Autogestion » de l'Atelier de Création Libertaire, il me semble qu'on peut faire quelques remarques. La première est sur les différents points de vue exprimés qui sont libertaires et également soit technocrate (Meister) soit sympathisant P.S. (Corpet), qui ne gênent pas la lecture et facilitent les échanges. En ce sens la bibliographie commentée de Corpet est un modèle, puisque les publications anti-autogestionnaires sont recommandées afin d'acquiescer plus de vigueur dans la conception de l'autogestion.

Autre point important, c'est qu'à côté d'essais théoriques plus ou moins compliqués (Bertolo, Bookchin, Lanza par ordre de difficultés) et dont on peut penser que l'intérêt est relatif vu le niveau actuel de l'autogestion, on trouve également une description historique de la fameuse autogestion espagnole, sans pour autant tomber dans le tra-la-la triomphaliste.

Enfin pour ce qui est du quotidien, les articles de Meister, Loureau et Mimmo donnent des exemples qui montrent tout autant l'intérêt que les difficultés de réaliser actuellement des cas d'autogestion en pleine société marchande.

Si on compare ce texte aux autres textes politiques traditionnels aussi bien chez les anars que les autres, on constate l'éventail de solutions

et d'analyses présentées (tout en étant sérieusement articulées). Après tout, chaque problème est en fait si complexe (féminisme, nouvelles énergies, militantisme, etc.) que les positions individuelles et/ou qui ne proposent qu'une orientation sont forcément absurdes, sous-développées; car en plus elles partent de la supposition qu'un problème n'a qu'une solution, ce économiquement et socialement est faux (climat et sources d'énergie diverses; alimentations et habitudes liées au climat également différents).

Sans doute aurait-il fallu que la brochure comporte ou suggère cela à un endroit quelconque, ça aurait mieux fait ressortir la différence avec l'autogestion des partis du Programme Commun ou bien les condamnations sans appel de groupes vraiment léninistes. Je pense à « La Jeune Taupe » et « Révolution Internationale », ou Barrot, spécialisés dans le bricolage idéologique auto-justificateur.

MARTIN

A COMMANDER A

ACL C/O ACLR

13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

110 pages. Prix 18F plus 2F de port

chèque à libeller à

IRL CCP 4 150 95 N Lyon



Dans un pays lointain qui s'appellait à peu près ... « Bottalie », le monde était tellement bien partagé, que se tromper entre les uns et les autres, c'était une chose quasiment impossible.

Les uns, pas nombreux et pas puissants, ils portaient des bottes, tandis que les autres, très nombreux et pas puissants du tout, portaient leurs pieds aussi nus que le jour de leur venue au monde, et travaillaient beaucoup plus de ce qui leur aurait fallu pour vivre, de manière à pouvoir nourrir outre mesure, les gros porteurs de bottes.

Le fait de porter des bottes, assurait à ceux qui en portaient, le pouvoir sur tous ceux qui allaient pieds nus...; un pouvoir qu'ils se transmettaient de père en fils, mais en acceptant aussi que d'autres s'ajoutassent à leur milieu de « gros bottés » ou... « gros à bottes »...

Ces « autres », c'étaient des gens qu'autres fois à pieds nus, fatigués de l'être et même plus fatigués que d'autres, ils s'étaient démerdés, chacun à sa façon, pour parvenir au niveau des bottés.

Il y en avait qu'y arrivaient à force de lécher les bottes des patrons et se rendant serviables et même serviles au point de marcher sur les pieds des collègues à pieds nus, et d'autres, qu'y parvenaient en faisant race à part, en créant d'autres milieux où le vol et l'extorsion étaient monnaie courante jusqu'à avoir amassé une fortune assez consistante pour s'acheter l'entrée dans les cordonneries spécialisées où on pouvait prendre possession des bottes de tout gabarit, qui permettaient l'accès aux différents niveaux du pouvoir, qui changeaient selon les différentes pointures.

Le résultat c'était de toute façon le même dans son contenu..., c'est-à-dire, ne plus être à pieds nus, mais porter des bottes pour être au dessus des autres ; c'est-à-dire, de ceux qui continuaient à se traîner pieds nus, à la merci de tous les porteurs de bottes qui se faisaient entre-

tenir par les « va nus pieds », en leur imposant tout ce que pouvait bien leur passer par la tête et ailleurs.

En vérité, les « va nus pieds » ou les « pieds nus » (si cette expression se trouve plus « coulement » assimilable), n'étaient pas tous avec des envies de rampeurs lécheurs de bottes, mais il y en avait un beau nombre qui, imprégnés par des idées de rescousse collective, voulaient arracher le pouvoir aux « bottés », appelés aussi « requins » (raison pour laquelle on parle de requins bottés au début de ce récit) pour le prendre en main eux mêmes et distribuer ainsi des bottes à tout le monde, soit pour pouvoir aller enfin, tous les pieds nus...

Mais ces théories, avaient pas mal de failles...; ceux qui très rigidelement voulaient l'égalité totale entre tous, se trouvaient à préconiser des bottes égales pour tout le monde, avec le prévisible et facheux résultat, que pas mal de monde aurait eu très mal aux pieds à cause des pointures, trop petites pour leurs trop grands pieds, tandis que d'autres y auraient flotté dedans comme s'ils étaient à la nage, à cause de leurs trop petits pieds dans des pointures trop grandes.

Mais puisque tout cela n'était que théorie, le mal restait des moindres... Le vrai mal avait lieu à chaque fois que les différentes théories de rescousse révolutionnaire, se trouvaient à passer aux actes, des mots mille fois répétés.

Dans ce cas, le résultat, c'était toujours de la merde; que ce soit dans le cas de défaite, ou dans le cas de ... « victoire ».

S'ils perdaient dans leur tentative d'enlever les bottes aux requins bottés, ils se trouvaient vite fait bien fait, ou en grand nombre tués, soit à l'aise estorpiés et même avec les pieds carrément arrachés que tout compte fait, ç'aurait mieux été d'avoir gardé les pieds nus, bien sagement, chacun dans son plat...

Et quand par contre, ils goûtaient à la prétendue victoire, celle-ci prenait des couleurs tellement bizarres, que tout le monde arrivait à lui faire croire qu'il était devenu complètement daltonien, chaque fois qu'il exprimait des jugements ou des simples considérations au sujet de ces couleurs qui enrobaient cette victoire prétendue...

En fait, après le renversement des requins bottés, il y avait les champions de la lutte contre ces bottés de fric bourrés sur le dos des pieds nus pressurisés, qui, mine de rien, se trouvaient à la place des premiers, avec des bottes encore plus grosses et plus puissantes que jamais on aurait pu imaginer.

Et alors les doutes sur tout ce mic-mac de changements sanglants et forts en écrasement de pieds, (ce qui faisait bien mal pour ceux qui avaient la chair bien à nu) commençaient à

surgir de plus en plus, en favorisant l'entrée d'une gentille résignation de leur état... résignation d'autant plus facile puisque les requins bottés, instruits par l'expérience et en plus ayant trouvé une source de revenus supplémentaires en donnant des concessions aux pieds nus, commencèrent à leur distribuer sabots et sandales à grande foison, de manière que personne ne demandait plus d'éliminer vraiment et totalement les gros bottés, contentant aisément de leur arracher de plus en plus de jolis modèles de sandales et de sabots.

Mais bien que ces avantages permettaient de mieux supporter qu'on leur marche sur les pieds, le « prix » qu'il fallait payer pour entretenir ces palliatifs « compensatoires », c'était tellement élevé, que le bonheur demeurait une pure chimère; (quand on parle de prix, ce n'est pas tant au niveau fric, mais au niveau dépense humaine... énergie physique et morale, gaspillée et gâchée, à la poursuite d'un bonheur à base de sandales et de sabots, qui en rien ne changeaient le mécontentement de fond qui revenait toujours au fait, que tous, même en sabots, demeuraient des pauvres pantins dans les mains des gros requins bottés, qui faisaient d'eux, ce que bon leur semblait...).

Enfin, un jour, de manière inattendue, un être ronronnant, qui de temps à autre ouvrait un œil pour observer l'allure de ce bas monde, apitoyé ou peut être agacé plutôt par les grands bruits sans ni queue ni tête qui l'empêchait de ronronner en paix, se leva de son ronronnement, se vouta, bailla, miaula aussi, (car c'était un chat dont il s'agissait) se fit les griffes sur des beaux morceaux de cuir qui traînaient par là, (destinés sûrement à faire des grosses bottes pour un grand chef) et après avoir bien réinflé autour de lui, se dirigea vers le temple des requins pour les observer de plus près...

Les regarda un moment, et il s'aperçut qu'ils étaient imbus de leurs personnes et cons comme des balais en prime... il se retourna ensuite vers le monde des « va nus pieds » maintenant en sabots, et éccœuré, ne réussit pas à y voir cette substantielle différence qu'il s'attendait d'y voir... il eut un moment de découragement, et il aurait presque voulu aller se foutre à l'eau tellement forte était sa déception ne réussissant pas à voir qu'ils (les pieds nus) étaient ou auraient pu être mieux... mais se rappelant soudain qu'en tant que chat il ne pouvait pas sentir l'eau, il alla donc noyer son chagrin dans des canons de rouge qui se suivirent jusqu'à se payer la cuite la plus colossale de sa vie...

Et avant que le divin du divin Bacchus ait eu le dessus sur son esprit, il lança le miaulement plus puissant qu'il put... et en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, il se trouva entouré de chats et de chattes de tout poil et toutes races et, en miaulant encore plus fort pour couvrir le bruit, il dit :

« Mes chers moustachus frères et mes très chères moustachues sœurs... baignés donc vos lèvres et vos gorges voluptueuses dans le vin des humains! (l'unique chose peut être qui vaille parmi toutes les inventions). En vérité je vous dis, si ça continue à cette allure bientôt il n'y aura plus aucun espace viable et ronronnable pour nous, les envoyés voluptueux et jouisseurs de Satan sur terre...!

Si j'en suis venu immédiatement et sans détours au crû sujet pour lequel je vous ai ici réunis mes chers frères et sœurs, c'est parce que le temps presse de manière redoutable comme un étau près de nous broyer comme si savamment les tortionnaires de l'inquisition savaient le faire...



Je vous propose donc, que nous nous unissions sans délai pour réaliser un projet qui nous assurera pour le futur, un ronronnement heureux et paisible sans plus toutes les conneries qu'actuellement les hommes nous imposent avec leurs brouillantes et néfastes bêtises... le travail, les guerres, les luttes minables pour, soi-disant y mettre fin et cetera, et cetera...

Donc, pour réaliser ce projet qui vise avant tout notre paix ronronnante à tous, je vous propose ceci : « éparpillons nous dans les domaines des requins, provoquons leur vanité d'être tout puissants qu'ils croient être lançons leur un défi... — les quelques instants qui suivirent ces paroles, firent surgir un miaulement lancé à l'unisson — « le quel ? ».

Eh bien, poursuivit le chat initiateur de ce mouvement..., eh bien, je vais vous le dire sans tarder... voilà!... rappelez vous les geste épiques du « chat botté » notre ancêtre! Il fit profiter de son génie, si vous vous souvenez bien, un pauvre mec pour en faire un homme riche et puissant.... or, nous, au contraire, nous utiliserons un pareil génie pour s'attaquer aux riches et puissants bottés et tout ce qu'ils ont créé d'intolérable et merdique autour d'eux...

Nous irons trouver les requins bottés dans leurs palais et nous provoquerons leurs vanité en leur disant que ce n'est pas vrai qu'ils sont capables de tout faire... quand eux, ahuris, ils nous questionneront là-dessus, nous leur dirons que jamais ils ne seraient capables de quitter leurs bottes pour, à pieds nus, se mettre à travailler comme étaient en train de faire les actuels porteurs de sabots. Dès qu'ils auront quitté leurs bottes pour montrer qu'ils en sont capables, nous nous saisirons, rapides comme les chats que nous sommes, de ces sacrées bottes, et nous les emporterons très très loin, pour les jeter dans les abîmes sans retour ou alors, on les farcira de clous entétanés... bref! L'important c'est, que jamais plus ces bottes ne pourront servir à communiquer le pouvoir à celui qui voudrait les « atteler » à ses pieds ... »

Aussitôt dit, aussitôt des bataillons innombrables de chats, s'éparpillèrent dans les domaines des gros plein de soupe et de bottes...

La combine marcha très bien d'abord avec les parvenus, fiers de dire qu'ils avaient commencé par les pieds nus pour en arriver là... et pour le prouver, ils n'hésitèrent pas une seconde à se remettre pieds nus comme dans le « vieux beau temps » qu'ils aimaient à se rappeler en le rappelant aux autres comme étant « le glorieux début de leur carrière ».

Avec les vrais bottés, plus méfiants ceux-ci, ce fut un peu plus difficile mais à la fin, là aussi la ruse du chat eut le dessus, et les bottés, se débottèrent et se trouvèrent aussitôt marrons, pieds nus, encore plus cons que leurs vieux

esclaves de toujours qui entre temps étaient arrivés au niveau des sabots, seulement à la suite de sacrifices innombrables... A ce moment-là, c'était trop tard pour revenir en arrière et ils se trouvèrent coincés, sans plus aucun pouvoir.

Ils tremblèrent à l'idée de se trouver à la merci de leurs anciens esclaves à sabots, « ex pieds nus »; mais de ce côté là, furent obligés, Dieu merci, à vite se rassurer ou plutôt, ils se trouvèrent emmerdés pour des raisons toutes différentes...

En fait, les ex « va nus pieds » s'ils s'en prirent aux désormais ex bottés, ce fut pour des toutes autres raisons... c'est-à-dire, qu'ils leur en voulaient de s'être fait pigeonner car, habitués comme ils l'étaient aux miettes bariolées et alléchantes que les systèmes des requins bottés leur permettaient, les ex pieds nus, se trouvèrent désemparés et en colère en se trouvant privés du jour au lendemain, de toute la mirobolante et colossale structure économique qui permettait de se régaler de sabots et sandales de toutes couleurs et pointures... Le résultat ce fut donc, que la rade se déclina contre les chats qui eux, c'est vrai, cherchaient leur paix, mais en passant par la destruction d'un monde qui rendait malheureux leur entourage et qui se répercutait sur leur ronronnement tant convoité... Enfin, les chats, réalisateurs d'un éternel projet toujours voué à l'échec, se rendant compte d'être devenus de trop, mettant les pattes à leur cou, se sauvèrent à toute féline vitesse, pour se mettre à l'abri de la haine de ceux qui auraient dû leur être redevables de cette liberté enfin conquise...

Mais la liberté pour ceux qui n'en avaient pas l'habitude, c'était le pire des esclavage qui soit... il fallait tout recommencer... tout... tout depuis zéro...

Et les chats, en attendant que les hommes découvrent et jouissent de ce grand bonheur qu'ils avaient entre leurs pattes à leur propre insu, se cachèrent dans les bois et dans les forêts qui demeuraient encore malgré tout, entre deux ronronnements, à jeter un coup d'œil sur les hommes pour voir quand ils auraient commencé à appendre à jouir pleinement de la vie et à ronronner comme des chats voluptueux et sensuels tels que...

A ce moment-là, les envoyés de Satan se rapprocheraient à nouveau des hommes pour, avec eux, faire un harmonieux ménage et.....

Le 2/8/1979 — P.S. — Ici je dus m'arrêter car le bateau quittait l'île Barbe... La barbe ! Je ne me rappelle plus ce qui allait suivre... bon ! Salut quand même et... chatteusement vôtre, Giordano B., stagiaire assez minable dans le centre de ronronnage où, de la manière la plus gratuite et très suivie, des chats et des chattes donnent des leçons de savoir-vivre.

COURRIER DU 10/1/80

Celà fait 10 jours que je suis à Fresnes et celà passe assez vite. Je fais beaucoup de gymnastique pour compenser le manque d'exercice inhérent à ma nouvelle profession de chômeur blanchi, nourri et logé par l'Etat. Hier j'en ai même fait un peu trop et aujourd'hui j'ai des courbatures de tous les côtés.

Les copains d'une autre cellule nous ont passé des livres et des journaux (Libé). On a de quoi voir venir, d'autant plus que bientôt nous devrions recevoir des livres que nous avons commandé, Laurent et moi à la Bibliothèque. Je ne sais pas si nous arriverons à lire quoi que ce soit car nous n'arrêtons pas de parler. Vous me trouviez déjà bavard, alors en sortant je vais être obligé de vous offrir à chacun une boîte de boules quies.

Laurent à fait beaucoup de théâtre et je le vois mal en train de faire autre chose étant donné le plaisir qu'il a à faire du bruit et à remuer de l'air. Il est également passionné de musique, ce qui ne gache rien.

COURRIER DU 14/1/80

Salut tout le monde

J'adresse cette lettre aux copains, copines d'IRL et du collectif.

Je n'en envoie pas une à chacun (e) car :

1) Je n'ai pas assez d'imagination pour écrire autant de bafouilles.

2) Je n'en ai pas les moyens matériels.

Si mes explications ne vous satisfont pas, on règle ça à la prochaine réunion. Au sujet de la prochaine réunion, je propose de mettre à l'ordre du jour l'achat (je plaisante) ou le vol du matériel suivant :

- une corde de rappel de 50 m.
- une scie à métaux
- une pince monseigneur
- un chalumeau oxy-acétylénique
- une paire de basket
- un smoking blanc avec cravatte assortie (couleur orange fluorescent).

Je propose également un messageur dûment mandaté par le Grand Ordre de l'Anarchie transcendante

me fasse parvenir ce matériel dans ma cellule par l'intermédiaire de la canalisation acoustique des WC.

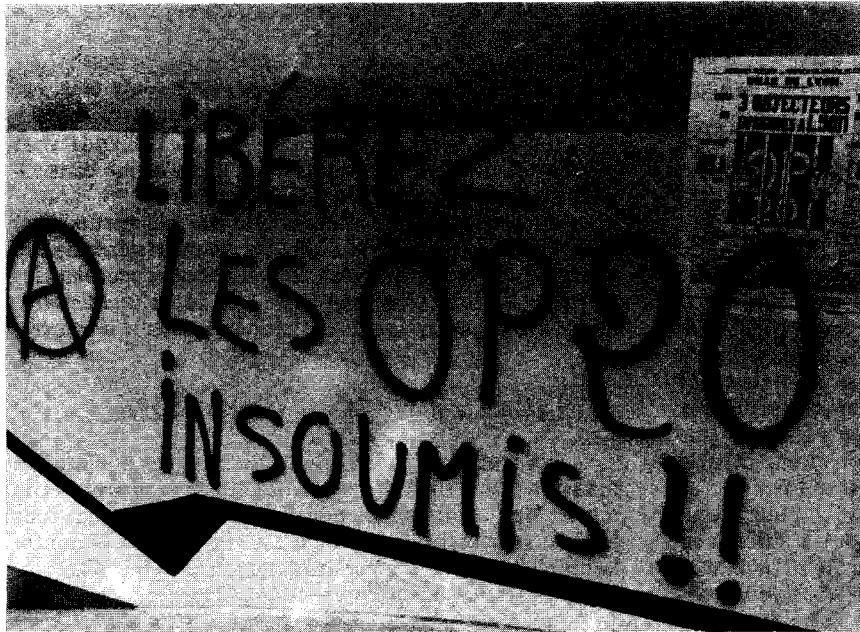
Je n'ai quasiment plus rien à vous dire, si ce n'est que ça me fait quelque chose de ne plus voir vos tronches aussi je me console en regardant celles des gardiens, en faisant bien attention à ne pas passer les mains au travers des barreaux.

Je n'ai rien à ajouter sinon que je me fais du souci à l'idée de vous savoir dehors par un froid pareil, vous ruant vers de nouvelles aventures, alors que vous avez certainement oublié votre Damart Thermolactyl au coin du feu.

Je ne vois plus quoi écrire d'autre si ce n'est que je supporte très bien la culture sous serre. En effet, un phénomène adaptif m'ayant permis d'acquérir la faculté de transformer la connerie en vitamines, je dispose, ici, de réserves inépuisables d'éléments nutritifs.

Je ne sais vraiment plus quoi... j'espère qu'un nouveau numéro d'IRL est sorti. Ce n'est pas la peine de me l'envoyer car je n'en verrai pas la couleur tant que je serais à l'ombre. A moins que vous me le fassiez passer par la même voix que le matériel de bricolage. Si le chiotte est bouché et que vous ne puissiez pas me faire parvenir l'un comme l'autre, contentez vous de m'écrire.

COURRIER DU 17/1/80



Dédé est à la prison de Fresnes
son adresse actuelle est :
André Diviani
M 691 183, 3/440
Maison d'arrêt
1 av. Division Leclerc
94 261 Fresnes
(écrivez-lui, ça lui fera plaisir !)

c'est l'opulence. Demain nous allons recevoir les piles pour la radio. Nous envisageons d'ailleurs d'acheter une chafne hifi, la télévision couleur et un lave-vaisselle automatique, à condition que l'administration nous fasse un crédit avantageux. Sinon nous empruntons au Crédit Agricole ou à la BNP, bien que le Crédit Foncier nous ait fait des propositions intéressantes.

Demain je dois aller au TPFA voir le juge d'instruction Cuq. Je sens qu'il va me faire une crise de nerf.

De toute façon, je décline toute responsabilité quant à son état de santé, ce n'est pas moi qui lui ai demandé de m'inviter. S'il me propose un verre de champagne, je refuse, car j'ai pris la bonne résolution de ne plus boire que de l'eau ferrugineuse.

Je vous embrasse tous
Dédé



INSOUMISSION - OBJECTION

**L'ARMEE
C'EST PAS LE PIED**